

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3419

17 novembre 2014

SOMMAIRE

Advent Aircom Luxembourg	164105	Luxcom Immobilière S.à r.l.	164070
Arania S.A.	164104	Luxembourg Oligonucleotide Investissements S.à r.l.	164067
CEA	164101	Luxembourg Space Telecommunication S.A.	164068
Creativ-Metall S.à r.l.	164102	Luximmostrust S.à r.l.	164071
FC Consult	164069	Lux & Lux S.A.	164068
Francelamara	164108	Lux & Lux S.A.	164069
Langerheights S.A.	164073	Lux-Patri SA	164066
LaSalle (Lux) PropCo 1 S.à r.l.	164067	Luxsky S.A.	164069
Lastinvest S. à r.l., SPF	164071	Maglear Limited S.A.	164071
Laurad Holding S.A.	164071	Manchester EQ Holdings UK S.à r.l.	164074
LCE Allemagne 1 S.à r.l.	164070	MC Coiffure S.à r.l.	164066
LCE Allemagne 2 S.à r.l.	164070	Moorgate Aviation S.à r.l.	164072
LCE Allemagne 3 S.à r.l.	164070	Moorgate Aviation S.à r.l.	164074
LCE Allemagne 4 S.à r.l.	164072	Mostiquo S.à r.l.	164074
LCE Allemagne 5 S.à r.l.	164072	Renoflex S.à r.l.	164112
LCE Allemagne 7 S.à r.l.	164072	Rivage Holding S.à r.l.	164106
Les Pieds dans le Plat S.à r.l.	164073	Rolle Participations Sarl	164112
LEVLUX S.A., société de gestion de patrimoine familial	164074	Sanifoot Futsal Club A.S.B.L.	164106
LM Holding S.A.	164066	Sartene S.A.	164109
LM&MW S.à r.l.	164069	Sartene S.A. - SPF	164109
LOG Capital Management SIF-SICAV ..	164075	Triton Luxembourg II GP Anton S.C.A.	164083
Losca International S.à r.l.	164073	Triumph S.A. SPF	164110
Lux 34 Starlight EUR S.à r.l.	164067	TVN DTH Holdings S.à r.l.	164066
Lux 34 Starlight EUR S.à r.l.	164067		
LUX 36 Starlight GBP S.à r.l.	164068		
Lux Armature & Construction S.à r.l. ...	164066		

TVN DTH Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: PLN 1.400.000.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 188.161.

En date du 2 octobre 2014, l'associé TVN S.A., avec siège social au 166, Wiertnicza, 02-952 Varsovie, Pologne a cédé la totalité de ses 1.399.992.562 parts sociales à TVN Media Sp. z.o.o., avec siège social au 166, Wiertnicza, 02-952 Varsovie, Pologne, qui les acquiert.

En conséquence, l'associé unique de la société est TVN Media Sp. z.o.o., précité, avec 1.400.000.000 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014162896/13.

(140184966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Lux-Patri SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 53, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 95.154.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014163377/9.

(140185676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Lux Armature & Construction S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3511 Dudelange, 55, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 164.869.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014163375/10.

(140185562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

LM Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 147.515.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014163367/10.

(140186253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

MC Coiffure S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4985 Sanem, 68, rue d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 131.702.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juin 2014.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2014163408/12.

(140186013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

LaSalle (Lux) PropCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 189.777.

Il est porté à la connaissance de tiers que:

- Le siège social de la société LaSalle (Lux) PropCo 1 S.à r.l. a été transféré du 40 avenue Monterey, L-2163, Luxembourg au 22, rue Goethe, L-1637, Luxembourg avec effet au 10 Septembre 2014;

Luxembourg, le 20 Octobre 2014.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014163324/14.

(140185517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Lux 34 Starlight EUR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 185.433.

Extrait des résolutions circulaires prises par les gérants de la Société en date du 17 Octobre 2014

Il résulte des résolutions prises par le Conseil de gérance de la Société en date du 17 octobre 2014 que le siège social de la Société a été transféré du 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg au 5 rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Thierry Drinka

Gérant

Référence de publication: 2014163340/14.

(140186012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Lux 34 Starlight EUR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 185.433.

Par résolutions signées en date du 17 octobre 2014, les associés ont décidé

- de nommer Julien Petitfrère, avec adresse professionnelle au 3 rue Mozart L-2166 Luxembourg au mandat de gérant, avec effet au 20 octobre 2014, et pour une durée indéterminée.

- De nommer Peggy Murphy, avec adresse professionnelle au 5 rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg au mandat de gérant, avec effet au 20 octobre 2014, et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Référence de publication: 2014163341/15.

(140186012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Luxembourg Oligonucleotide Investissements S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 170.639.

Par la présente SGG S.A. (B65906), avec siège social au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, reprend avec effet immédiat les 100 parts sociales de Monsieur Pierre Besançon, afin de devenir le nouvel associé de la société.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014163379/11.

(140185718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

LUX 36 Starlight GBP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 187.996.

—
Extrait des résolutions circulaires prises par les gérants de la Société en date du 17 Octobre 2014

Il résulte des résolutions prises par le Conseil de gérance de la Société en date du 17 octobre 2014 que le siège social de la Société a été transféré du 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg au 5 rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Thierry Drinka

Gérant

Référence de publication: 2014163342/14.

(140185930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Luxembourg Space Telecommunication S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 185.602.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire de la Société tenue en date du 15 octobre 2014 que:

1. Monsieur Eugenio Candi, né le 5 septembre 1949 à Bologne, Italie, demeurant professionnellement au 29K, Fortune Plaza, Chao Yang Discon, Pékin, 100020, République Populaire de Chine, a été nommé administrateur de classe A de la Société, avec effet au 15 octobre 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2020.

2. La démission de Monsieur Philippe Salpetier, avec effet au 15 octobre 2014, de son poste d'administrateur de classe B de la société, a été acceptée.

3. Monsieur Livio Gambardella, né le 2 décembre 1975 à Terlizzi, Italie, demeurant professionnellement au 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, a été nommé en tant que gérant de classe B de la société, avec effet au 15 octobre 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Référence de publication: 2014163343/20.

(140185478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Lux & Lux S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 32.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 141.380.

—
EXTRAIT

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 octobre 2014: -

- Est confirmé avec effet immédiat le renouvellement du mandat de Nationwide Management S.A. ayant son siège social au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg n° RCS Luxembourg B99 746 comme Administrateur jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

- Est confirmé avec effet immédiat le renouvellement du mandat de Tyndall Management S.A. ayant son siège social 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg n° RCS Luxembourg B99 747 comme Administrateur jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

- Est confirmé avec effet immédiat le renouvellement du mandat de Monsieur Luc Van Copenolle demeurant au 18, Anna Bijnsstraat, B-2600 Antwerpen comme Administrateur jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Pour LUX & LUX S.A.

Référence de publication: 2014163374/20.

(140186381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Lux & Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 141.380.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.
Référence de publication: 2014163373/10.
(140185991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

LM&MW S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1261 Luxembourg, 121, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 111.108.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014163368/9.
(140185674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

FC Consult, Société Anonyme.

Siège social: L-5823 Fentange, 54, Op der Sterz.
R.C.S. Luxembourg B 181.201.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 octobre 2014.
Pour copie conforme
Pour la société
Maître Carlo WERSANDT
Notaire
Référence de publication: 2014163366/14.
(140185852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Luxsky S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8008 Strassen, 98, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 143.016.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale extraordinaire du 16 octobre 2014.

Révocation de l'administrateur délégué et des deux administrateurs et nomination du nouvel administrateur délégué et des deux nouveaux administrateurs de la société.

- Anciens administrateurs:

Monsieur Müller Guy, administrateur, résidant au 98 Route d'Arlon L-8008 Strassen.
Monsieur Rivero Gomez Olegario, administrateur résidant au 98 Route d'Arlon L-8008 Strassen.
Monsieur Frankard Guy, administrateur délégué, résidant au 98 Route d'Arlon L-8008 Strassen.

- Nouveaux administrateurs:

Monsieur Miech Jacques, administrateur délégué, résidant au 177 Route d'Esch L-1471 Luxembourg.
Monsieur Alberty Jean-Paul, administrateur, résidant au 178 Rue de Niederkorn L-4991 Sanem.
Monsieur Poupart Daniel, administrateur, résidant au 22B Rue Principale L-8366 Hagen.

Hespérange, le 16 octobre 2014.

Pour extrait conforme
Signature

Référence de publication: 2014163382/21.
(140185584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Luxcom Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 86.619.

Le Bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014163378/10.

(140185664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

LCE Allemagne 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 136.306.

Les résolutions suivantes ont été adoptées par l'Associé unique en date du 15 octobre 2014:

- La démission d'Alan Botfield, en tant que gérant A de la Société, est acceptée avec effet immédiat.
- Wim Rits, né le 14 juin 1970 à Merksem, Belgique, et Virginia Strelen, née le 30 mai 1977 à Bergisch Gladbach, Allemagne, tous les deux avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, ont été élus gérants A de la Société avec effet immédiat et ce pour une période indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014163356/14.

(140186138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

LCE Allemagne 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 119.731.

EXTRAIT

Les résolutions suivantes ont été adoptées par l'Associé unique en date du 15 octobre 2014:

- La démission d'Alan Botfield, en tant que gérant A de la Société, est acceptée avec effet immédiat.
- Wim Rits, né le 14 juin 1970 à Merksem, Belgique, et Virginia Strelen, née le 30 mai 1977 à Bergisch Gladbach, Allemagne, tous les deux avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, ont été élus gérants A de la Société avec effet immédiat et ce pour une période indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014163354/15.

(140186104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

LCE Allemagne 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 123.025.

EXTRAIT

Les résolutions suivantes ont été adoptées par l'Associé unique en date du 15 octobre 2014:

- La démission d'Alan Botfield, en tant que gérant A de la Société, est acceptée avec effet immédiat.
- Wim Rits, né le 14 juin 1970 à Merksem, Belgique, et Virginia Strelen, née le 30 mai 1977 à Bergisch Gladbach, Allemagne, tous les deux avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, ont été élus gérants A de la Société avec effet immédiat et ce pour une période indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014163355/15.

(140186119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Lastinvest S. à r.l., SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 175.504.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

La liquidation de la société LASTINVEST S.à r.l., SPF, décidée par acte du notaire Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg en date du 4 juin 2014, a été clôturée lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires sous seing privé tenue en date du 11 juillet 2014.

Tous les documents et livres comptables de la société seront déposés et conservés pendant une période de cinq ans au siège social de SOFINEX S.A., situé au 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Pour LASTINVEST S.à r.l., SPF
SOFINEX S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2014163352/17.

(140186054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Laurad Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 121.826.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale tenue en date du 26 septembre 2014

L'Assemblée accepte la démission de la société Laurad Management Participations S.à r.l. de son mandat d'Administrateur de la Société avec effet au 26 septembre 2014.

À cette même date, l'Assemblée décide de nommer la société Laurad Groupe Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L - 1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B137024 en tant qu'Administrateur, Président et Administrateur délégué de la Société pour une durée de six ans.

Pour extrait
La Société

Référence de publication: 2014163353/16.

(140185880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Luximotrust S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 29, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 107.784.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Référence de publication: 2014163381/10.

(140185962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Maglear Limited S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 10, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 72.377.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Maglear Limited S.A. (en liquidation)
G. NINNO

Référence de publication: 2014163400/11.

(140186114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

LCE Allemagne 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 136.307.

—
EXTRAIT

Les résolutions suivantes ont été adoptées par l'Associé unique en date du 15 octobre 2014:

- La démission d'Alan Botfield, en tant que gérant A de la Société, est acceptée avec effet immédiat.
- Wim Rits, né le 14 juin 1970w à Merksem, Belgique, et Virginia Strelen, née le 30 mai 1977 à Bergisch Gladbach, Allemagne, tous les deux avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, ont été élus gérants A de la Société avec effet immédiat et ce pour une période indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014163357/15.

(140186146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

LCE Allemagne 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 140.307.

—
EXTRAIT

Les résolutions suivantes ont été adoptées par l'Associé unique en date du 15 octobre 2014:

- La démission d'Alan Botfield, en tant que gérant A de la Société, est acceptée avec effet immédiat.
- Wim Rits, né le 14 juin 1970 à Merksem, Belgique, et Virginia Strelen, née le 30 mai 1977 à Bergisch Gladbach, Allemagne, tous les deux avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, ont été élus gérants A de la Société avec effet immédiat et ce pour une période indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014163358/15.

(140186182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

LCE Allemagne 7 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 140.304.

—
EXTRAIT

Les résolutions suivantes ont été adoptées par l'Associé unique en date du 15 octobre 2014:

- La démission d'Alan Botfield, en tant que gérant A de la Société, est acceptée avec effet immédiat.
- Wim Rits, né le 14 juin 1970 à Merksem, Belgique, et Virginia Strelen, née le 30 mai 1977 à Bergisch Gladbach, Allemagne, tous les deux avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, ont été élus gérants A de la Société avec effet immédiat et ce pour une période indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014163359/15.

(140186210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Moorgate Aviation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 139.676.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014163395/9.

(140185539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Losca International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 131.097.

Il est porté à votre connaissance les changements suivants:

Dahan Jérémie Gérant de catégorie A, de la société n'a plus son adresse au:

98, Rue de Longchamp

F - 92299 Neuilly sur Seine

Mais au:

5bis, Boulevard Richard Wallace

F - 92200 Neuilly sur Seine

Référence de publication: 2014163369/14.

(140185670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Les Pieds dans le Plat S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 108.451.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés du 31 mai 2013

L'associé unique constate, que suite à l'acte de liquidation et partage Numéro 89364 ayant eu lieu le 28 mai 2013 devant Maître Jean SECKLER à Junglinster, Monsieur Jean-Paul BADU s'est vu attribué l'intégralité des parts sociales de la société LES PIEDS DANS LE PLAT S.à r.l.

Ainsi, à ce jour, l'intégralité des 100 parts sociales composant le capital social sont détenues par Monsieur Jean-Paul BADU, associé unique.

L'associé unique décide à compter de ce jour de révoquer Madame Marie-Gabrielle FONCK de son mandat de gérante administrative.

L'associé unique décide que Monsieur Jean-Paul BADU, actuel gérant technique devient gérant unique.

L'associé unique décide que la société sera valablement engagée par la seule signature du gérant.

Référence de publication: 2014163360/18.

(140186130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Langerheights S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 118.194.

EXTRAIT

L'assemblée générale du 16 octobre 2014 a renouvelé les mandats des administrateurs.

- Monsieur Laurent HEILIGER, Administrateur, licencié en sciences commerciales et financières, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;

- André MALIGNAC, Administrateur-délégué, administrateur de sociétés, 28 Old Brompton Road, suite 64, SW7 3SS Londres, Royaume Uni;

- Madame Nathalie GAUTIER, Administrateur-Président, Master Administration des Entreprises, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2019.

L'assemblée générale du 16 octobre 2014 a renouvelé le mandat du Commissaire aux comptes.

- AUDIT.LU, réviseur d'entreprises, 42, rue des Cerises, L-6113 Junglinster, R.C.S. Luxembourg B 113.620.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2019.

Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Pour LANGERHEIGHTS S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2014163349/22.

(140185657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Moorgate Aviation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 139.676.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014163396/9.

(140185726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

LEVLUX S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 28.478.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte des délibérations d'une assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 29 septembre 2014 que la clôture de la liquidation a été prononcée, que la cessation définitive de la société a été constatée et que le dépôt des livres sociaux pendant une durée de cinq ans à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été ordonné.

Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Pour avis sincère et conforme

Pour LEVLUX S.A., société de gestion de patrimoine familial (en liquidation)

Un mandataire

Référence de publication: 2014163363/16.

(140186349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Manchester EQ Holdings UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 175.760.

Extrait des décisions prises par le Conseil de gérance en date du 24 septembre 2014:

1. Le siège social a été transféré de L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert avec date effective le 1^{er} Septembre 2014.

Veillez prendre note que l'adresse professionnelle de Monsieur Douwe Terpstra gérant de classe B, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet immédiat.

Luxembourg, le 24 Septembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Manchester EQ Holdings UK S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014163385/17.

(140186227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Mostiquo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 8, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 133.129.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L-1118 Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Madame Zaklina Cubrilovic-Zupanoska

Associé unique

Référence de publication: 2014163420/12.

(140185697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

**LOG Capital Management SIF-SICAV, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV
- Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 191.716.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the thirty-first of October.

Before Maître Us, Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. LOG Capital Management S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated under the Laws of Luxembourg, having its registered office at 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register,

here represented by Mrs Corinne PETIT, employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, in Lisbon (Portugal) and in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) on October 31st, 2014 (hereafter the Unlimited Shareholder or the General Partner); and

2. Electrogrupo S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated under the Laws of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 191.275,

here represented by Mrs Corinne PETIT, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal, in Lisbon (Portugal) on October 31st, 2014 (hereafter the Limited Shareholder).

All together hereinafter referred to as the "Parties".

The above mentioned proxies, being initialed "ne varietur" by the appearing parties, and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have in their authorized capacities requested that the notary draws up the following articles of association (the Articles of Association) of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) (the Company), the incorporation of which such parties have approved.

Art. 1. Form. There is hereby formed among the Unlimited Shareholder and Limited Shareholder and all persons who may become unlimited or limited shareholders a company in the form of a corporate partnership limited by shares "société en commandite par actions", formed as a "fonds d'investissement spécialisé" ("Specialized Investment Fund" or "SIF"), governed by the present Articles of Association and by current Luxembourg Laws, and notably by the Law on Commercial Companies of 10 August 1915 (1915 Law) and the law on Specialized Investment Funds of 13 February 2007 (2007 Law).

Art. 2. Name. The Company's name is LOG Capital Management SIF-SICAV.

Art. 3. Purpose. The Company's exclusive object is the collective investment of its funds in assets in order to spread the investment risks and to ensure for the investors the benefit of the results of the management of these assets according to its investment objectives and policies in accordance with the provisions of the 2007 Law and applicable Luxembourg Supervisory Authority's ("Commission de Surveillance du Secteur Financier", hereafter the "CSSF") Circulars and Regulations.

The investment objectives and strategy of the Company are more fully described in the Company's Private Placement Memorandum.

In addition, the Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly to all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the 2007 Law.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the municipality of the City of Luxembourg by decision of the General Partner.

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the manner required for amendment of these Articles of Association, but cannot be transferred abroad, except as otherwise provided hereunder.

If the General Partner considers that extraordinary events of political, economic or social nature, likely to compromise the registered office's normal activity or easy communications between this office and abroad, have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until such time as these abnormal circumstances have ceased completely; this temporary measure shall not, however, have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding a temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

The Company may have offices, branches (whether or not a permanent establishment) and subsidiaries either in Luxembourg or abroad decided through simple resolution of the General Partner.

Art. 5. Duration. The Company is constituted for an unlimited duration.

The Company may be terminated at any time by a decision of the general meeting of shareholders in the manner required for the amendment of these Articles of Association, subject to the consent of the General Partner.

The life of the Company does not come to an end upon the death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any of its shareholders or General Partner(s).

Art. 6. Liability. The Unlimited Shareholder(s) is/are liable for all liabilities which cannot be satisfied out of the assets of the Company. The Limited Shareholder(s) shall be liable only to the extent of its/their capital contribution to the Company.

Art. 7. Share Capital. The initial share capital of the Company is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000) divided as follows:

- one (1) Management Share (share of Unlimited Shareholder) at an initial price of one thousand Euros (EUR 1,000), with no par value and fully paid up;
- thirty (30) Investor Shares (shares of Limited Shareholder) at an initial price of one thousand euro (EUR 1,000) each, with no par value and fully paid up.

The Company's share capital shall at any time be equal to its net asset value, as determined in accordance with Article 14 hereafter. The share capital of the Company shall vary, without any amendment to the articles of incorporation, as a result of the Company issuing new shares or redeeming its shares.

The minimum subscribed capital of the Company, which must be achieved within twelve (12) months as from the date on which the Company has been authorized as a SIF by the CSSF, shall be one million two hundred fifty thousand euro (EUR 1,250,000) as required by the 2007 Law.

Art. 8. The sub-funds and classes of shares. The Company is a multi-compartment structure consisting of one or several sub-funds, each one representing a specific portfolio of assets and liabilities. There is no cross liability between sub-funds. Each sub-fund is invested in accordance with the investment objective and policy applicable to it. The investment objective and policy as well as other specific features of each sub-fund will be set forth in the Company's Private Placement Memorandum.

The General Partner may establish one or more additional sub-funds and determine the name and specific features thereof (including, but not limited to investment objectives, policy, strategy and/or restrictions, specific fee structure, reference currency) as further set out in the Company's Private Placement Memorandum, as amended and updated from time to time. The General Partner may create additional sub-funds or to close existing sub-funds at any time.

The General Partner may decide to issue, within each sub-fund, one or more separate classes of shares, which may carry different rights and obligations, inter alia with regard to their distribution policy and right to revenues, their fee structure, their minimum initial subscription and holding amounts or their target investors. The specific features of the classes within each sub-fund will be set forth in the Company's Private Placement Memorandum, as amended and updated from time to time. The General Partner may create one or more additional classes of shares or close existing classes at any time.

When launching or closing sub-funds or classes of shares, the Company's Private Placement Memorandum shall be amended accordingly.

Art. 9. Form of shares / Register of shareholders. All shares shall be issued in registered form and shall be registered in the register of shareholders.

Such register shall contain the name and address of each shareholder, the number of shares held by it and, if applicable, their date of transfer. The registration of the shareholder's name in the register of shares evidences its right of ownership over such registered shares. The shareholder shall receive a written confirmation of its shareholding. The shareholder may, at any time, change its address as entered in the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder.

The Company may in its discretion decide to issue certificates in respect of registered shares. In case of the issuance of such certificates the Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a new share certificate or of a duplicate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such

share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such share(s).

The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to voting rights, but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant sub-fund or class of shares on a pro rata basis.

Art. 10. Shareholders. The holding of shares is exclusively restricted to “Well-Informed Investors” as defined in the 2007 Law.

The General Partner shall have the power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose notably of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by (a) any person in breach of these Articles of Association, the Private Placement Memorandum, the law or requirement of any country or governmental authority, or (b) any person in circumstances which in the opinion of the General Partner might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered. For such purposes the General Partner may:

- a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share where it appears to it that such registration or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such share being held by a person who is precluded from holding shares of the Company;
- b) at any time require any person whose name is entered in the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not legal or beneficial ownership of such shareholder’s shares rests or will rest in a person who is precluded from holding shares of the Company; and
- c) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares of the Company is a legal or beneficial owner of shares or holds shares, cause the Company compulsorily to repurchase from any such shareholder all shares held by such shareholder.

Art. 11. Issue and subscription of shares. The General Partner is authorized to issue, at any time, an unlimited number of additional shares in any of the share classes or sub-funds, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued. Each newly issued share in a specific share class or sub-fund entitles its holder to the same rights and obligations of the holders of existing shares in the same class or the sub-fund.

The General Partner may impose conditions on the issue of share, including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the General Partner may determine to be appropriate. This may further include restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares and/or in any sub-fund; the General Partner may, in particular, decide that shares of any class of shares and/or of any sub-fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the issuing documents of the Company.

Whenever shares of the Company shall be offered by the Company for subscription, the price per share at which such shares shall be issued shall be the Net Asset Value thereof as determined in accordance with the provisions of Article 14 hereof. The General Partner may also decide that an issue commission has to be paid. Allotment of shares shall be made immediately upon subscription and payment must be received by the Company within a period as determined from time to time by the General Partner. If payment is not received, the relevant allotment of shares may be cancelled. The General Partner may in its discretion determine the minimum amount of any subscription in any Class of share of any sub-fund.

Subscriptions received before a certain hour (“cut-off time”) on a specific date (which does not need to be the Valuation Date) as determined by the General Partner from time to time shall be processed at the Net Asset Value determined for the applicable Valuation Date. If subscriptions are received after that cut-off time as determined by the General Partner from time to time, they shall be processed at the Net Asset Value determined for the following Valuation Date. The investor will bear any taxes or other expenses attaching to the application.

The General Partner reserves the right to accept or refuse any application of subscription for shares in whole or in part.

The General Partner may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

Art. 12. Voting Rights. Each whole share entitles its holder to one (1) vote. Unless otherwise provided in these Articles of Association, the consent of the General Partner is required in order for a shareholder’s resolution to be validly adopted.

Art. 13. Transfer and conversion of shares. Any transfer of shares to the existing shareholders or to any third party shall require the prior written approval of the General Partner and the General Partner may in its discretion and without indicating any reason decline to approve or register such transfer. In the case where the transfer is approved, the General Partner may at its discretion decide to exercise a preemptive right and may procure that itself or some person or entity nominated or designated by it shall acquire the transferred shares or may cause the Company to redeem such shares.

No transfer of all or any part of any shares in any sub-fund, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, without limitation, to an affiliate or by operation of law), shall be valid or effective if:

- (i) The transfer would result in a violation of any law or regulation of Luxembourg, the US or any other jurisdiction (including, without limitation, the US Securities Act, any other securities laws of the individual states of the United States

of America) or subject the fund or any sub-fund to any other adverse tax, legal or regulatory consequences as determined by the Fund;

(ii) The transfer would result in a violation of any term or condition of these Articles of Association;

(iii) The transfer would result in the Company being required to register as an investment company under the US Investment Company Act; and;

It shall be a condition of any transfer that:

- The transferee represents in a form acceptable to the Company that such transferee is a Well-Informed Investor within the meaning of the 2007 Law, and that the proposed transfer itself does not violate any laws or regulations (including, without limitation, any securities laws) applicable to it;

- The transferee undertakes to fully and completely assume all outstanding obligations of the transferor towards the Fund under the transferor's Subscription Agreement setting out the terms of the participation of the transferor in the Fund.

The shareholder wishing to transfer its shares in the Company will be responsible for all costs associated with any attempted or realized transfer.

Shareholders are not allowed to pledge or grant a security interest in any of their shares without the prior consent of the General Partner.

Unless otherwise provided for within the Company's Private Placement Memorandum, shares of a sub-fund may not be converted for shares in another sub-fund at the request of the shareholders.

Art. 14. Net asset value. The net asset value of the Company shall be determined as often as the General Partner may think useful, but in no event less than once a year. The frequency and the way of the net asset value calculation are further described in the private placement memorandum.

The net asset value will be expressed in Euro and shall be determined by the General Partner on the basis of the valuation of the underlying assets of the Company as provided by the General Partner on each valuation day by aggregating the value of all assets of the Company and deducting all liabilities of the Company as further described in the Private Placement Memorandum of the Company.

Art. 15. Suspension. The General Partner may temporarily suspend the calculation of the net asset value during:

a) Any period when, in the reasonable opinion of the General Partner, a fair valuation of the assets of the Company is not practicable for reasons beyond the control of the Company; or

b) When the information or calculation sources normally used to determine the value of a sub-fund's assets are unavailable, or if the value of a sub-fund's investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever; or

c) Any period when any of the principal markets (where applicable) on which a substantial proportion of the assets of the Company are quoted are closed (other than for ordinary holidays), or during which dealings thereon are restricted or suspended; or

d) In the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;

e) The existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which valuation of assets owned by the Company would be impractical; or

f) When exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions of a sub-fund or if purchase or sale transactions of a sub-fund cannot be executed at normal rates; or

g) When the political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevent the Company from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner; or

h) When, for any other reason, the prices of any significant investments owned by a sub-fund cannot be promptly or accurately ascertained; or

i) Any breakdown in, or restriction in the use of, the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Investments or the currency price or values on any such stock exchange; or

j) When, following redemption requests, it has not proved possible to dispose of the assets of the concerned Sub-Fund as necessary as a consequence of the markets' liquidity

k) Any period when the Company is being liquidated or as from the date on which notice is given of a meeting of shareholders at which a resolution to liquidate the Company (or one of its sub-funds) is proposed; or

l) In any other circumstances as the General Partner may deem appropriate, in order to avoid irreversible negative effects on one or more sub-funds, in compliance with the principle of equal treatment of shareholders in their best interests.

In the event of exceptional circumstances which could adversely affect the interest of the shareholders or insufficient market liquidity, the General Partner reserves its right to determine the net asset value of the shares of a sub-fund only

after it shall have completed the necessary purchases and sales of securities, financial instruments or other assets on the sub-fund's behalf.

When shareholders are entitled to request the redemption or conversion of their shares, if any application for redemption or conversion is received in respect of any relevant Valuation Day (the "First Valuation Day") which either alone or when aggregated with other applications so received, is above the liquidity threshold determined by the General Partner for any one Sub-Fund, the General Partner reserves the right in its sole and absolute discretion (and in the best interests of the remaining shareholders) to scale down pro rata each application with respect to such First Valuation Day so that no more than the corresponding amounts be redeemed or converted on such First Valuation Day. To the extent that any application is not given full effect on such First Valuation Day by virtue of the exercise of the power to prorate applications, it shall be treated with respect to the unsatisfied balance thereof as if a further request had been made by the shareholder in respect of the next following Valuation Day and, if necessary, subsequent Valuation Days, until such application shall have been satisfied in full. With respect to any application received in respect of the First Valuation Day, to the extent that subsequent applications shall be received in respect of following Valuation Days, such later applications shall be postponed in priority to the satisfaction of applications relating to the First Valuation Day, but subject thereto shall be dealt with as set out in the preceding sentence.

The suspension of the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of shares, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, unless the General Partner is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

Such a suspension decision shall be notified to any shareholders requesting redemption or conversion of their shares.

The suspension of the calculation of the Net Asset Value of any particular Sub-Fund and/or Class shall have no effect on the determination of the Net Asset Value per Share of the relevant Class or on the issue, redemption and conversion of Shares of any Class and/or Sub-Fund that is not suspended.

Art. 16. Redemption of shares. The Company is an open-ended specialized investment fund. However, the General Partner may decide, depending on the investment strategy and objectives of each Sub-Fund, to launch closed-ended sub-funds.

Redemptions will be made in accordance with the principles set forth in the Private Placement Memorandum of the Company for each sub-fund.

The payment of the redemption price shall be made for cash or consideration in kind at the discretion of the General Partner. The allotment of Company's assets in respect of redemption for consideration in kind shall be fair and not detrimental to the interests of the other shareholders of the Company. In compliance with the provisions of the 2007 Law and the 1915 Laws, any redemption for consideration in kind shall be subject to the confirmation by an auditor's special report of the valuation of the Company and of the Company's assets to be allocated, the costs of which shall be borne by the Company.

Redemption of shares shall be made at a price, which is determined by the General Partner to be the fair value for the shares to be redeemed by applying the principles described in the Company's Private Placement Memorandum. The rules relating to distributions as set forth in the Company's Private placement memorandum are furthermore applicable.

The Company may decide to compulsorily redeem the shares wholly or in part in particular in the following circumstances:

- a) the shares are held by shareholders not authorized to buy or own shares in the Company, i.e. a shareholder that no longer qualifies as "Well-Informed Investor" as defined in the 2007 Law or such shareholder (or an Affiliate of the same) that becomes a U.S. person as referred to in the Company's Private Placement Memorandum;
- b) in the event that a shareholder is declared bankrupt, enters into an arrangement for the benefit of its creditors or goes into liquidation;
- c) in case of liquidation or merger of sub-funds or classes of shares;
- d) in order to distribute the proceeds of realization of investments;
- e) in all other circumstances as the General Partner may deem appropriate in accordance with the terms and conditions set out in the Company's Private Placement Memorandum.

Redemption prices shall be calculated according to principles laid down in the Private Placement Memorandum. Except in the cases c) and d) above the General Partner may impose such penalty as it deems fair and appropriate.

All redeemed shares or fractions thereof shall be automatically cancelled.

Art. 17. General Partner of the Company. The Company will be managed by LOG Capital Management S.à r.l. in its capacity as General Partner and Unlimited Shareholder of the Company. The Limited Shareholders of the Company will not participate or interfere in the management of the Company.

Art. 18. Power. Unless otherwise provided by the 1915 Law or by these Articles of Association, the General Partner shall have the broadest powers to perform all acts of administration and disposition of the Company.

All powers not expressly reserved by the 1915 Law or these Articles of Association to the general meeting of shareholders shall be exercised by the General Partner.

In particular, subject to the restrictions contained in the Company's Private Placement Memorandum and the 1915 Law, the General Partner shall have the broadest powers to implement the investment objective and policy of each sub-fund of the Company as well as the course of conduct of the management and business affairs of the Company and to manage investments for the account of the Company with a view to achieving the sub-funds' investment objectives. The General Partner shall have complete discretion and full power, authority and right to represent and bind the Company.

The shareholders shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholder in general meetings.

In the event of any legal incapacity or inability of the General Partner to act on behalf of the Company, the central administrator of the Company ("administration centrale") will convene an extraordinary general meeting to be held in accordance with the Articles of Association.

Art. 19. Delegation of Power. The General Partner may from time to time and under its responsibility sub-delegate its power to perform specific tasks to one or more ad hoc agent(s) including third party entities, such as investment advisers and managers, as well as any other management or administrative agents. The General Partner may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Company. Furthermore, the General Partner may, from time to time, appoint one or more committees and delegate certain of its functions to such committees.

The General Partner will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s) and/or committees, the duration of their appointment and any other relevant conditions to his/her/its/their appointment.

Art. 20. Conflicts of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company, firm or entity shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or one or more of the officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company, firm or entity. The General Partner or any officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company, firm or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company, firm or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Potential conflicts of interest would include, for example, the General Partner (i) providing services to other customers, (ii) employees or managers of the General Partner becoming a director in, or (iii) holding or dealing in securities held by the Company.

Complementary conflict of interest rules and guidance might be further described in the Company's Private Placement Memorandum.

Art. 21. Signature. The Company shall be bound vis-à-vis third parties by the joint signature of one (1) "A" manager and one (1) "B" manager or the joint signature of two (2) "A" managers of the General Partner (with full power of sub-delegation), or by the signature of such person(s) to which such power has been delegated.

Art. 22. Indemnification. The Company shall indemnify the General Partner, officers and employees and agents of the Company out of the assets of the Company against any claims, damages and liabilities to which they may become subject as a result of their status as General Partner, officers and employees of the Company or as a result of any of their acts or omissions on their part in the performance of their duties, save to the extent caused by their gross negligence, fraud or willful misconduct.

Art. 23. General meetings of shareholders. The decisions of the shareholders are taken by resolutions passed at meetings of the shareholders held at a time and place specified in the notice of the meeting.

The general meeting of shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders of the Company.

General meetings of shareholders are convened by the General Partner.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any meeting of shareholders. Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means another person who needs not be shareholder.

Each shareholder may participate in general meetings of shareholders.

All general meetings of shareholders shall be chaired by the General Partner.

At least 1 (one) general meeting shall be held annually at the registered office of the Company or elsewhere, as may be specified in the notice of meeting, at 2 pm CET on the first Wednesday of June each year. If this day is not a business day, the general meeting shall be held on the first following business day.

Unless otherwise provided for in these Articles of Association, shareholders' resolutions are validly passed by shareholders' representing a majority of the voting rights at shareholders' meetings validly convened and quorated in accordance with the 1915 Law.

In any case, the consent of the General Partner is required for any shareholders' resolution to be validly adopted including any amendment to these Articles of Association.

The General Partner may at any time convene a general meeting of shareholders of one or several specific sub-funds or classes of shares in order to decide on any matter relating exclusively to such sub-fund or class of shares. Legal provisions as well as provisions of this article relating to the general meetings of shareholders shall apply to the extent possible, mutatis mutandis, to the general meetings of shareholders of one or several specific sub-funds or classes of shares.

Art. 24. Financial Year. The Company's financial year begins on 1st January and closes on 31st December of the same year.

Art. 25. Accounts. Each year, the General Partner will draw up the annual accounts of the Company. The annual accounts shall be approved by the annual general meeting of shareholders upon proposal of the General Partner. The accounts shall be expressed in Euro.

Art. 26. Supervision. The operations of the Company and its financial situation shall be supervised by one independent auditor qualifying as a "réviseur d'entreprises agréé" who shall be appointed by the shareholders for a renewable term of one (1) year. The independent auditor shall be remunerated by the Company and shall remain in office until its successor is appointed. The independent auditor shall fulfill all duties prescribed by the 2007 Law. The independent auditor may only be removed by the General Partner on serious grounds.

Art. 27. Distribution. Subject to permitted reinvestments, and the requirements of Luxembourg law, distributions shall be payable by the Company on its shares upon decision by the General Partner in accordance with the Company's Private Placement Memorandum.

No distribution may be made if after the declaration of such Distribution the net asset value of the Company would fall below one million two hundred fifty thousand euro (EUR 1,250,000).

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

Any dividend distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued by the Company or by the relevant Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary

Art. 28. Custodian. The Company shall enter into a custodian agreement with a financial institution, which shall satisfy the requirements of the 2007 Law. The custodian shall assume towards the Company and the shareholders the responsibilities set out in the 2007 Law (notably in article 16 of the 2007 Law), the custodian agreement and any other law applicable.

In the event of termination of the custodian agreement or the resignation of the custodian, the General Partner shall use its best endeavors to find a financial institution to act as custodian and upon doing so the General Partner shall appoint such financial institution to be custodian in place of the former custodian.

Art. 29. Liquidation. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (whether natural persons or legal entities) named pursuant to a general meeting effecting such dissolution and at which meeting the liquidators' powers and compensation shall be determined. The operations of liquidation will be carried out pursuant to the 1915 Law.

The net proceeds of liquidation in respect of each sub-fund or, as the case may be, of each class within each sub-fund, shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of the relevant class in proportion to their holding of such shares in such sub-fund or class, and whether such proceeds shall be distributed in cash or kind.

If the Company's share capital (i.e. the aggregate of all sub-funds) falls below two-thirds of the minimum amount (EUR 1,250,000), the General Partner must submit a proposal for the Company's termination to a general meeting for deliberation. No quorum requirements will be applied; winding-up may be pronounced by a simple majority of the validly cast votes.

If the Company's share capital falls below one quarter of the minimum amount (EUR 1,250,000), the General Partner must submit a proposal for the Company's termination to the general meeting for deliberation.

No quorum requirements will be applied; winding-up may be pronounced by the shareholders owning one quarter of the validly cast votes.

The aforesaid meetings shall be convened within forty (40) days of the date at which it was ascertained that the net assets fell below two-thirds or one quarter of the minimum capital, respectively. Moreover, the Company may be terminated by resolution of the general meeting in accordance with the pertinent provisions of these Articles of Association.

The resolutions of the general meeting of shareholders or of a court of law pronouncing the termination and winding-up of the Company are to be published in the Mémorial and in two (2) newspapers with sufficiently wide circulation, at

least one (1) of which must be a Luxembourg newspaper. The choice of which newspapers are to carry the publication is made at the discretion of the liquidator(s).

Art. 30. Termination, liquidation and merger of sub-funds or classes of shares. The General Partner may decide to close one or more classes or sub-funds (having or not a limited duration) in the best interests of the shareholders, if there has been a substantial modification in the political, economic, regulatory or monetary situation pertinent to a class or sub-fund, which, in the opinion of the General Partner renders this decision necessary, or where such action is required in order to protect the interests of shareholders, or if for any reason whatsoever, the value of the net assets of a sub-fund falls below an amount determined in the Company's Private Placement Memorandum and the General Partner determines that the interests of the shareholders of that same class or sub-fund demand such action to be taken.

The Company shall serve a notice in writing to the shareholders of the relevant class or sub-fund, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations.

The Company shall base these redemptions on the net asset value taking into account liquidation expenses.

The amounts that have not been claimed by the shareholders or their beneficiaries at the close of liquidation of a class or sub-fund shall be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg.

All redeemed Shares may be cancelled.

A termination contemplated above may be combined with a contribution to one (1) or several sub-fund(s) or class(es) within the Company or to one (1) or several other sub-fund(s) or class(es) of another undertaking for collective investment (under the corporate or the contractual type form) in the best interests of the shareholders.

Where the undertaking for collective investment that will receive the contribution is a mutual fund ("fonds commun de placement"), the decision to contribute will only be binding on shareholders who have agreed to make a contribution.

A sub-fund may exclusively be contributed to a foreign undertaking for collective investment with the unanimous approval of the shareholders of the relevant sub-fund or under the condition that only the assets of the consenting shareholders shall be so contributed.

Art. 31. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the 1915 Law and the 2007 Law for which no specific provision is made in these Articles of Association.

Art. 32. Definitions and Interpretation. References to articles are to the articles of these Articles of Association. Words importing gender include each gender. References to persons include bodies corporate, firms and unincorporated associations. The singular includes the plural and vice versa. Headings of articles are included for convenience only and do not affect their interpretation. References to all or any part of any statute or statutory instrument include any statutory amendment, modification or re-enactment in force from time to time and references to any statute include any statutory instrument or regulations made under it. Any reference to the Company, the General Partner, agents, etc., includes a reference to its or their duly authorized agents or delegates.

Transitional measures

1. Exceptionally, the first financial year shall begin on the date hereof and end on December 31st, 2015.
2. The first annual general meeting shall be held on April 30th, 2016 latest.

Subscription and Payment

The initial capital of the Company amounts to thirty one thousand euros (EUR 31,000) and has been subscribed as follows:

- one (1) fully paid-up Management Share (Unlimited Shareholder) with no par value being subscribed by LOG Capital Management S.à r.l., prenamed;
- thirty (30) partly paid-up Investor Shares (Limited Shareholder) with no par value:
 - * twenty-nine (29) Investors Shares being subscribed by Electrogrupo S.à r.l.; and
 - * one (1) Investor Share being subscribed by LOG Capital Management S.à.r.l., prenamed.

The subscribed capital has been fully paid up in cash. The result is that as of now the company has at its disposal the sum of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) as was certified to the notary executing this deed.

Statement

The notary executing this notarial deed declares that he has verified the conditions laid down in the 1915 Law, and confirms that these conditions have been observed.

Estimate of formation expenses

The appearing parties declare that the expenses, costs and fees or charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of its incorporation amount approximately to two thousand seven hundred euro (EUR 2,700).

Extraordinary general meeting of shareholders

The appearing parties, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as having been duly convened, immediately proceeded to hold a general meeting of the shareholders of the Company.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote and with the approval of the General Partner:

1) That the address of the registered office of the Company is set at 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

2) The independent auditor of the Company is PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, 2, rue Gerhard Mercator, L-1014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 65.477.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English only.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 04 novembre 2014. LAC/2014/51611. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Référence de publication: 2014175500/471.

(140200714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Triton Luxembourg II GP Anton S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 179.539.

In the year two thousand and fourteen, on the sixth of November,

before us, Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Triton Luxembourg II GP Anton S.C.A., a partnership limited by shares (société en commandite par actions) governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of thirty-one thousand euro (EUR 31,000), with registered office at 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"), having been incorporated following a deed of Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg, dated 9 August 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2491 of 8 October 2013, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 179539. The articles of incorporation have not been amended since.

The meeting was declared open at 3.45 p.m. by Me Manfred Müller, lawyer, with professional address in Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Me Raphaël Ben Chemhoun, lawyer, with professional address in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Me Anne Mauske, lawyer, with professional address in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record the following:

(i) The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1 To create two new classes of shares, the class 1 mandatory redeemable preferred shares (the "MRPS 1") and the class 2 mandatory redeemable preferred shares (the "MRPS 2"), and, upon review of a report submitted by the Company's general partner regarding a proposed amendment to the Company's authorized share capital, to fully restate the articles of incorporation of the Company, without modifying the Company's corporate object, in order to define, inter alia, the terms of the MRPS 1 and MRPS 2.

2 Miscellaneous.

(ii) The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented

shareholders and by the bureau of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) The proxies of the represented shareholders, initialled "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

(iv) The entire share capital hereby represented, at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that due notice had been given and that they had knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

(v) The present meeting is consequently properly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, unanimously resolved that:

Sole resolution

The general meeting of shareholders resolved to create two new classes of shares, the class 1 mandatory redeemable preferred shares (the "MRPS 1") and the class 2 mandatory redeemable preferred shares (the "MRPS 2"), and resolved, upon review of a report submitted by the Company's general partner regarding a proposed amendment to the Company's authorized share capital, to fully restate the articles of incorporation of the Company, without modifying the Company's corporate object, in order to define, inter alia, the terms of the MRPS 1 and MRPS 2.

The restated articles of incorporation of the Company shall now read as follows:

"Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There exists among Triton Luxembourg II GP, as unlimited partner(s) (associé(s) commandité (s)) and the limited shareholder(s) (actionnaire(s) commanditaire(s)) a company (the "Company") in the form of a partnership limited by shares ("société en commandite par actions") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company will exist under the name of "Triton Luxembourg II GP Anton S.C.A."

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any place within the City of Luxembourg by a resolution of the Manager (s).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition, holding (including the administration, management and development) and disposal of securities or interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings in its own name and own account.

The Company may provide financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may borrow in any kind or form without limitation and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its object.

The Company shall not be acting as an alternative investment fund as defined in the directive 2011/61/EU of the European Parliament and of the Council of 8 June 2011 on Alternative Investment Fund Managers and shall not carry out any other activity which would be subject to supervision by the Commission de Surveillance du Secteur Financier. In particular, the Company will not (directly or indirectly) actively market its shares or other securities to investors.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the general meeting of shareholders, voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Incorporation, as the case may be, for any amendment of the Articles of Incorporation and pursuant to article 32 of the Articles of Incorporation. The consent of the Manager(s) shall be required in respect of such liquidation.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000) divided into three million ninety-nine thousand nine hundred (3,099,900) class A shares (the "Class A Shares"), which shall be held

by the limited shareholders (actionnaires commanditaires) in representation of their limited partnership interest in the Company (the "Class A Shareholders"), and one hundred (100) class B shares (the "Class B Shares"), which shall be held by the unlimited partners (associés commandités), in representation of their unlimited partnership interest in the Company (the "Class B Shareholders").

Each issued share of each class has a nominal value of one cent (EUR 0.01) and is fully paid up.

In addition to the Class A Shares and the Class B Shares, the Company may issue class 1 mandatory redeemable preferred shares (the "MRPS 1") and class 2 mandatory redeemable preferred shares (the "MRPS 2") (collectively the "MRPS") which shall be held by the limited shareholder(s) (actionnaires commanditaires) in representation of its/their limited partnership interest in the Company (the "MRPS Shareholders"). The MRPS may represent, in total, half (1/2) of the Company's issued share capital.

The MRPS are redeemable in accordance with these Articles of Incorporation and the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve, provided that any such repurchase or distribution out of the share premium may only benefit such class of shares on which the relevant premium has originally been paid.

Art. 6. Shares. Each Class A Share and each Class B Share entitle to one vote. The MRPS do not carry any voting rights, except in certain special circumstances provided by the Laws.

The Class A Shares, the MRPS and the Class B Shares will be in the form of registered shares only.

The Class A Shares, the MRPS and the Class B Shares may only be transferred subject to the terms of these Articles of Incorporation and/or additional terms and conditions to these Articles of Incorporation that may be agreed in writing by the Company and its shareholders in a shareholders' agreement, such as, without limitation, any transfer restrictions, tag along and drag along transfer provisions. Transfers of shares must be made in compliance with these Articles of Incorporation and any such additional terms and conditions.

Without prejudice to the generality of the foregoing and any additional terms and conditions that may be agreed in writing by the Company and its shareholders in a shareholders' agreement, the Class B Shares may only be transferred subject to the shareholders (i) approving this transfer in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation and (ii) determining, as appropriate, which person(s) shall act as Manager(s) of the Company after the relevant transfer. The Articles of Incorporation will be amended accordingly.

Any Transfer of MRPS, Class A Shares and/or Class B Shares in breach of the Articles of Incorporation and/or any shareholders' agreement to which the Company is a party from time to time shall be unenforceable against the Company.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

The co-proprietors, the usufructuaries and bare-owners of shares, the creditors and debtors of pledged shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

A shareholders' register, which may be examined by any shareholder as far as the registration of such shareholder's shares are concerned, will be kept at the registered office. The register will contain the precise designation of each shareholder and the indication of the number and class of shares held, the indication of the payments made on the shares as well as the transfers of shares and the dates thereof. Each shareholder will notify its address and any change thereof to the Company by registered letter. The Company will be entitled to rely for any purposes whatsoever on the last address thus communicated. Ownership of the registered shares will result from the recordings in the shareholders' register. Certificates reflecting the recordings in the shareholders' register may be delivered to the shareholders upon their request. The Company may issue multiple registered share certificates.

Any transfer of registered shares will be registered in the shareholders' register by a declaration of transfer entered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s) as well as in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Furthermore, the Company may accept and enter into the shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document recording the consent of the transferor and the transferee.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and the resolutions adopted by the general meeting of shareholders.

Art. 7. Authorized Capital, Increase and Reduction of Capital.

7.1. In addition to the Company's issued capital, the Company has an authorized capital which is set at forty-nine thousand euro (EUR 49,000.-) divided into nine hundred thousand (900,000) Class A Shares, three million two hundred eighty-eight thousand (3,288,000) MRPS 1 and seven hundred twelve thousand (712,000) MRPS 2. Each authorized share has a nominal value of one euro cent (EUR 0.01).

The Manager(s) is(are) authorized and empowered, within the limits of the authorized capital, to (i) realise any increase of the issued capital in one or several successive tranches, following, as the case may be, the exercise of the subscription

and/or conversion rights granted by the Manager(s) within the limits of the authorized capital under the terms and conditions of warrants (which may be separate or attached to shares, bonds, notes or similar instruments), convertible bonds, notes or similar instruments as from time to time issued by the Company, by the issuing of new shares, with or without share premium, against payment in cash or in kind, by conversion of claims on the Company or in any other manner; (ii) determine the place and date of the issue or successive issues, the issue price, the terms and conditions of the subscription of and paying up on the new shares; and (iii) remove or limit the preferential subscription right of the shareholders in case of issue of shares against payment in cash. This authorisation is valid during a period ending five (5) years after the date of publication of the deed of incorporation of the Company in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and it may be renewed by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

The Manager(s) may delegate to any duly authorized person the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of the issue of new shares under the authorized capital.

Following each increase of the issued capital within the limits of the authorized capital, realized and duly stated in the form provided for by the Laws, article 5 will be modified so as to reflect the actual capital increase. Such modification will be recorded in a notarial deed upon the instructions of the Manager(s) or of any person duly authorized and empowered by the Manager(s) for this purpose.

7.2. The issued and/or authorized capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

The new shares to be subscribed for by contribution in cash will be offered by preference to the existing shareholders first of the same class, then to the other shareholders in proportion to the part of the capital which those shareholders are holding. The Manager(s) shall determine the period within which the preferred subscription right shall be exercised. This period may not be less than thirty (30) days.

Notwithstanding the above, the general meeting of shareholders, voting in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation may limit or withdraw the preferential subscription right or authorize the Manager(s) to do so.

Art. 8. Acquisition of own shares. The Company may acquire its own Class A Shares and/or MRPS, but not its Class B Shares. The acquisition and holding of its own Class A Shares and/or MRPS will be in compliance with the conditions and limits established by the Laws and the redemption price shall be set in accordance with the Laws, the Articles of Incorporation and the terms and conditions of any shareholders' agreement as may be entered into between the shareholders of the Company and the Company from time to time.

In accordance with and subject to the provisions of article 49-8 of the Luxembourg Law of 10 August 1915 on commercial companies (the "1915 Law") and these Articles of Incorporation, the subscribed and fully paid-up MRPS shall be redeemable, in whole or in part, on a pro rata basis of the MRPS held by the MRPS Shareholders upon request of the Company, and shall be fully redeemed on the tenth (10) anniversary of the date of their issuance at the latest.

Each MRPS shall be redeemed for an amount corresponding to the aggregate of (i) the par value and share premium paid upon subscription of such MRPS, and (ii) any Preferred Dividend (as defined hereafter in article 31) accrued but not yet declared and paid on such MRPS.

To this effect, the Company shall give at least 6 (six) business days (i.e., a day, other than a Saturday or Sunday or public holiday, on which commercial banks are generally open for business in Luxembourg) prior written notice to the relevant MRPS Shareholders setting out the proposed redemption date (which must be a day, other than a Saturday or Sunday or public holiday, on which commercial banks are generally open for business in Luxembourg) and the redemption consideration including reasonable detail of calculations as against the requirements set out hereafter.

The redemption of the MRPS can only be made by using sums available for distribution in accordance with the Laws or the proceeds of a new issue made for the purpose of such redemption.

The Company may, at its sole discretion, pay the redemption price in kind (partially or in full).

The Manager(s) is/are irrevocably authorised and empowered to take any steps to execute any documents and do and perform any acts on behalf of the Company which may be necessary to:

(i) effect the redemption of the MRPS by the Company; and

(ii) the completion of all related action, at all times, in the manner and to the extent permitted by these Articles of Incorporation, the Laws and any shareholders' agreement to which the Company is a party.

The redeemed MRPS shall be cancelled by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Incorporation.

Chapter III. - Manager(s), Supervisory board

Art. 9. Management. The Company shall be managed by Triton Luxembourg II GP (the "Manager"), in its capacity as sole unlimited partner and holder of Class B Shares of the Company.

The Manager(s) may be removed for cause only and, if following such removal, there remains no other Manager, the Manager must be immediately replaced by a new manager, who must be an unlimited partner, by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Incorporation. The Manager(s) to be removed shall have a veto right in its/their capacity as unlimited partner of the Company on any resolution relating to its/their removal and/or replacement, provided however that such veto right is exercised in compliance with the obligations of the Manager under any shareholders' agreement that may be entered into between the Company and its shareholders from time to time.

The limited partners shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Manager(s). The Manager(s) is(are) vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholders or to the Supervisory Board are in the competence of the Manager(s).

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Manager(s) may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more persons or committees of its (their) choice.

The Manager(s) may also delegate other special powers or proxies or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees of its (their) choice.

The Company will be bound towards third parties by the sole signature of any Manager (acting, in case the Manager is a legal entity, through one or more duly authorised signatories, such as designated by the Manager at its sole discretion).

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or single signature of any person to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or single signature of any person to whom special signatory power has been delegated by the Manager(s), within the limits of such special power.

Art. 12. Management Fees and Expenses. The Manager(s) shall be entitled to be reimbursed for all reasonable expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation with the management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 13. Conflicts of interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that the Manager(s) (or any one of its directors, managers, officers or employees), the officers or employees of the Company or the members of the Supervisory Board have a personal interest in, or is a director, manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as afore described to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 14. Liability of the Manager(s) - Indemnification. The Manager(s) shall be jointly and severally liable with the Company for all liabilities of the Company which cannot be met out of the Company's assets.

The limited shareholders shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity whatsoever other than exercising their rights as shareholders in general meetings or otherwise, and, consequently, they shall only be liable for payment to the Company up to the nominal value of each share (and share premium if any) in the Company owned by them.

The Company shall indemnify any Manager(s) (or any one of its directors, managers, officers or employees), the officers or employees of the Company or the members of the Supervisory Board and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been manager, (or director, manager, officer or employee of the Manager(s)), or officers or employees of the Company or members of the Supervisory Board, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

Art. 15. Dissolution- Incapacity of the Manager(s). In case of dissolution or legal incapacity of the Manager or where for any other reason it is impossible for the Manager to act, the Company will not be automatically dissolved.

In that event, and in the absence of another Manager, the Supervisory Board shall designate one or more administrators, who need not be shareholders themselves, until such time as the general meeting of shareholders shall convene for purposes of appointing a new Manager.

Within fifteen (15) calendar days of their appointment, the administrator(s) shall convene the general meeting of shareholders in the manner provided for by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws.

The administrators' duties consist in performing urgent acts and acts of ordinary administration until such time as the general meeting of shareholders referred to here above shall convene.

The administrators are responsible only for the execution of their mandate.

Art. 16. Supervisory Board. Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved statutory auditor, the business of the Company and its financial situation, including more in particular its books and accounts, shall be reviewed by a Supervisory Board.

The Supervisory Board shall be composed of not less than three members, who need not be shareholders themselves.

The members of the Supervisory Board and/or the approved statutory auditors will be appointed by the general meeting of shareholders, which will determine their number and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the general meeting of shareholders, save in such cases where the approved statutory auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

The remuneration of the members of the Supervisory Board (if any) shall be set by the general meeting of shareholders.

In the fulfilment of its duties, the Supervisory Board may be assisted by an approved statutory auditor who shall be appointed or removed by the general meeting of shareholders.

Art. 17. Advisory Powers of the Supervisory Board. In addition to its statutory audit functions, the Supervisory Board may be consulted by the Manager(s) on such matters as the Manager(s) may determine from time to time.

Art. 18. Meetings of the Supervisory Board. The Supervisory Board shall appoint from among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary, who need not be a member of the Supervisory Board himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Supervisory Board (the "Secretary").

The Supervisory Board will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Supervisory Board must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside at all meetings of the Supervisory Board, except that in his absence the Supervisory Board may appoint another member of the Supervisory Board as chairman pro tempore by majority vote of the members present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days' written notice of meetings of the Supervisory Board shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Supervisory Board. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Supervisory Board.

The meetings of the Supervisory Board shall be held in Luxembourg or at such other place as the Supervisory Board may from time to time determine.

Any member of the Supervisory Board may act at any meeting of the Supervisory Board by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another member of the Supervisory Board as his proxy. Any Member of the Supervisory Board may represent one or several members of the Supervisory Board.

A quorum of the Supervisory Board shall be the presence or the representation of at least half (1/2) of the members of the Supervisory Board holding office. Decisions will be taken by a majority of the votes of the members of the Supervisory Board present or represented at such meeting.

One or more members of the Supervisory Board may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting. The Supervisory Board may determine any additional rules regarding the above in its internal regulations.

A written decision, signed by all the members of the Supervisory Board, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Supervisory Board which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several members of the Supervisory Board.

Art. 19. Minutes of Meetings of the Supervisory Board. The minutes of any meeting of the Supervisory Board will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the members of the Supervisory Board as well as of the minutes of the meeting of the Supervisory Board, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the Chairman and by the Secretary (if any) or by any two (2) members of the Supervisory Board acting jointly.

Chapter IV. - Shareholders

Art. 20. Powers of the General Meeting of Shareholders. The general meeting of shareholders shall have such powers as are vested with the general meeting of shareholders pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws.

Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 21. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders will be held on the third Friday of June at 5.00 p.m.

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 22. Other General Meetings. The Manager(s) or the Supervisory Board may convene general meetings of shareholders (in addition to the annual general meeting of shareholders). Such meetings must be convened if shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's capital so require.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 23. Notice of General Meetings. Shareholders will meet upon issuance (including, if appropriate, its publication) of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant meeting. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 24. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as his proxy holder. The Manager(s) may determine any conditions that must be fulfilled in order for a shareholder to take part in a general meeting of shareholders.

Shareholders, participating in a general meeting of shareholders by videoconference or any other similar means of telecommunication allowing for their identification, shall be deemed present for the purpose of quorum and majority computation. Such telecommunication methods shall satisfy all technical requirements to enable the effective participation in the meeting and the deliberations of the meeting shall be retransmitted on a continuous basis.

Art. 25. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided by a person designated by the Manager (s) or, in its absence, by the general meeting of shareholders.

The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the bureau of the general meeting.

Art. 26. Adjournment. The Manager(s) may forthwith adjourn any general meeting of shareholders by four (4) weeks. The Manager(s) must adjourn a meeting if so required by shareholders representing at least twenty percent (20%) of the Company's issued capital.

Such adjournment automatically cancels any resolution already adopted prior thereto.

The adjourned general meeting of shareholders has the same agenda as the first one. Shares and proxies regularly deposited in view of the first meeting remain validly deposited for the second one.

Art. 27. Vote. An attendance list indicating the name of the shareholders and the number of shares for which they vote is signed by each one of them or by their proxy prior to the opening of the proceedings of the general meeting of shareholders.

The general meeting of shareholders may deliberate and vote only on the items comprised in the agenda.

Voting takes place by a show of hands or by a roll call, unless the general meeting of shareholders resolves to adopt another voting procedure.

The shareholders are authorised to cast their vote by ballot papers ("formulaires") expressed in the English language.

Any ballot paper ("formulaire") shall be delivered by hand with acknowledgment of receipt, by registered post, by special courier service using an internationally recognised courier company at the registered office of the Company or by fax at the fax number of the registered office of the Company.

Any ballot paper (“formulaire”) which does not bear any of the following indications is to be considered void and shall be disregarded for quorum purposes:

- name and registered office and / or residence of the relevant shareholder;
- total number of shares held by the relevant shareholder in the share capital of the Company and, if applicable, number of shares of each class held by the relevant shareholder in the share capital of the Company;
- agenda of the general meeting;
- indication by the relevant shareholder, with respect to each of the proposed resolutions, of the number of shares for which the relevant shareholder is abstaining, voting in favour of or against such proposed resolution; and
- name, title and signature of the duly authorised representative of the relevant shareholder.

Any ballot paper (“formulaire”) shall be received by the Company no later than five (5) p.m. (Luxembourg time) on the day on which banks are generally open for business in Luxembourg immediately preceding the day of the general meeting of shareholders. Any ballot paper (“formulaire”) received by the Company after such deadline shall be disregarded for quorum purposes.

A ballot paper (“formulaire”) shall be deemed to have been received:

(A) if delivered by hand with acknowledgment of receipt, by registered post or by special courier service using an internationally recognised courier company: at the time of delivery; or

(B) if delivered by fax: at the time recorded together with the fax number of the receiving fax machine on the transmission receipt.

At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Company’s Articles of Incorporation or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Company’s Articles of Incorporation, or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the quorum shall be at least one half (1/2) of all the shares issued and outstanding. Should such quorum not be met, a second meeting may be convened at which there shall be no quorum requirement. In order for the proposed resolutions to be adopted, and save as otherwise provided by the Laws, a two thirds (2/3) majority of the votes cast by the shareholders present or represented is required at any such meeting.

Where the rights of a particular class of shares are affected, relevant quorum and majority requirements need to be fulfilled on a class basis.

Save as otherwise provided in the Articles of Incorporation, no resolution may be adopted by the shareholders without the consent of the Manager(s).

MRPS carry no voting rights and shall therefore not be taken into consideration for the determination of any quorum or majority of any general meeting of shareholders except as imposed by article 46 of the 1915 Law for the following matters:

- (i) the issue of new shares carrying preferential rights;
- (ii) the determination of the Preferred Dividend attached to the MRPS;
- (iii) the conversion of the MRPS into ordinary shares;
- (iv) the capital decrease of the Company;
- (v) any change to the corporate object of the Company;
- (vi) the issue of convertible bonds;
- (vii) the dissolution of the Company before its term;
- (viii) the transformation of the Company into a corporation of another legal form.

The MRPS shall however have the same voting rights as the Class A Shares, at all meetings, in case despite the existence of profits available for that purpose, the Preferred Dividend has not been paid in its entirety for any reasons whatsoever for a period of two successive financial years and until such time as all the Preferred Dividends shall have been received in full by the MRPS Shareholders.

Art. 28. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the members of the bureau and may be signed by any shareholders or proxyholders, who so request.

Chapter V. - Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 29. Financial Year. The Company’s financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 30. Adoption of Financial Statements. The Manager(s) shall prepare, for approval by the shareholders, annual statutory and/or consolidated accounts in accordance with the requirements of the Laws and Luxembourg accounting practice.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the general meeting of shareholders for approval.

Art. 31. Distribution of Profits.

31.1 From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the “Legal Reserve”). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the holders of Class A Shares, MRPS and Class B Shares.

In respect of each financial year, the MRPS Shareholders shall be entitled to an annual preferential and cumulative dividend (the “Preferred Dividend”) equal to:

(i) in respect of the MRPS 1, the higher of (a) one percent (1%) per annum of the nominal value of the MRPS 1 and (b) ninety-nine percent (99%) of the Specific Income 1, each time on a pro rata basis of the MRPS 1 held by the relevant MRPS Shareholders (the “MRPS 1 Preferred Dividend”);

(ii) in respect of the MRPS 2, the higher of (a) one percent (1%) per annum of the nominal value of the MRPS 2 and (b) ninety-nine percent (99%) of the Specific Income 2, each time on a pro rata basis of the MRPS 2 held by the relevant MRPS Shareholders (the “MRPS 2 Preferred Dividend”).

If the amount of the current year’s Preferred Dividend has not been declared as dividend (e.g. due to the lack of distributable profits), such amount must be cumulated and can be declared in the next financial year, or the first following year in which there is sufficient profit to distribute.

In respect of each distribution of dividend, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:

- (i) each MRPS 2 shall be entitled to the MRPS 2 Preferred Dividend; then
- (ii) each MRPS 1 shall be entitled to the MRPS 1 Preferred Dividend; then
- (iii) each Class B Share shall entitle a cumulative dividend in an amount of the initial subscription of such Class B Share (including nominal value and share premium (if any)), and finally
- (iv) any remaining dividend amount shall be allocated to the Class A Shares on a pro rata basis.

Subject to the conditions fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the MRPS Shareholders, the Class A Shareholders and the Class B Shareholders. The Manager(s) fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

31.2 For the purpose of this Article 31,

“TPECs” means all the tracking preferred equity certificates, subordinated to the PECs, that the Company may hold from time to time in Anton MidCo S.à r.l., a société à responsabilité limitée registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 179358. The TPECs bear per Accrual Period (as defined in the terms and conditions of these TPECs) (i) a fixed yield of zero point one percent (0.1%) per annum, computed on their par value (the “Fixed Yield”) and (ii) a variable yield (the “Variable Yield”) equal to the Net Eligible Income (as defined in the terms and conditions of these TPECs).

“PECs” means all the preferred equity certificates that the Company may hold from time to time in Anton MidCo S.à r.l., prenamed. The PECs bear a yield of ten percent (10%) per annum per Accrual Period (as defined in the terms and conditions of these TPECs) computed on their par value.

“Specific Income 1” means in respect of each financial year, the interest (net of withholding tax, if any) derived by the Company from the TPECs, issued by Anton MidCo S.à r.l., aforementioned, and held by the Company from time to time.

“Specific Income 2” means in respect of each financial year, the interest (net of withholding tax, if any) derived by the Company from the PECs held by the Company from time to time in Anton MidCo S.à r.l., aforementioned.

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 32. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by a general meeting of shareholders, who will determine their powers and their compensation.

After payment of or provision for all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions; in case of liquidation, all assets and cash of the Company shall be applied in the following order of priority:

- (i) first, to the creditors (whether by payment or the making of reasonable provision for payment thereof) for all the Company’s debts and liabilities;

(ii) second, to the MRPS Shareholders, in accordance with the priority rules set out for dividend distributions, who shall be entitled to an amount payable in cash or in kind equal to:

- a. their accrued and unpaid Preferred Dividend, if any;
- b. the reimbursement of the nominal value of their MRPS and share premium paid thereon (to the extent not previously distributed, repaid or otherwise returned to the MRPS Shareholders).

(iii) third, to all shareholders other than the MRPS Shareholders for the repayment of the nominal value of their shares in the Company;

(iv) fourth, to the holders of all Class A Shares and Class B Shares in such order of priority and in such amount as is necessary to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII. - Applicable law, Definitions

Art. 33. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at two thousand five hundred euro (EUR 2,500.-).

There being no other business on the agenda, the meeting was adjourned at 4.00 p.m..

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le six novembre,

par devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Triton Luxembourg II GP Anton S.C.A., une société en commandite par actions régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de trente-et-un mille euros (EUR 31.000.-), ayant son siège social au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (la "Société"), constituée suivant acte de Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, en date du 9 août 2013, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2491 en date du 8 octobre 2013 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179539. Les statuts de la Société n'ont pas encore été modifiés.

L'assemblée a été déclarée ouverte à 15.45 heures sous la présidence de Maître Manfred Müller, avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg,

qui a désigné comme secrétaire Monsieur Raphaël Ben Chemhoun, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Maître Anne Mauske, avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

(i) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1 Création de deux nouvelles catégories d'actions, les actions préférentielles obligatoirement rachetables de catégorie 1 (les «APOR 1») et les actions préférentielles obligatoirement rachetables de catégorie 2 (les «APOR 2»), et, après examen d'un rapport présenté par l'actionnaire commandité de la Société concernant une proposition de modification du capital autorisé, une refonte complète des statuts de la Société, sans modifier l'objet social de la Société, afin de définir, entre autres, les termes des APOR 1 et APOR 2.

2 Divers.

(ii) Les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les procurations des actionnaires représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

(iii) Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants.

(iv) L'intégralité du capital social étant représentée à la présente assemblée générale, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, et tous les actionnaires présents ou représentés ayant déclaré avoir été dûment avisés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour au préalable.

(v) La présente assemblée générale est ainsi régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points inscrits à l'ordre du jour.

Puis, l'assemblée générale, après avoir délibéré, a pris, à l'unanimité, la résolution suivante:

Résolution unique

L'assemblée générale des actionnaires a décidé de créer deux nouvelles catégories d'actions, les actions préférentielles obligatoirement rachetables de catégorie 1 (les «APOR 1») et les actions préférentielles obligatoirement rachetables de catégorie 2 (les «APOR 2»), et a décidé, après examen d'un rapport présenté par l'actionnaire commandité de la Société concernant une proposition de modification du capital autorisé, une refonte complète des statuts de la Société, sans modifier l'objet social de la Société, afin de définir, entre autres, les termes des APOR 1 et APOR 2.

Les statuts refondus seront désormais rédigés comme suit:

«Chapitre I^{er} . - Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination. Il existe entre Triton Luxembourg II GP, actionnaires commandité(s), et les actionnaire(s) commanditaire(s) une société (la «Société») sous la forme d'une société en commandite par actions, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (les «Lois») et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société adopte la dénomination «Triton Luxembourg II GP Anton S.C.A.».

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision du ou des Gérant(s).

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis, soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger, par une décision du ou des Gérant(s).

Dans l'hypothèse où le ou les Gérant(s) estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger, ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par le ou les Gérant(s).

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition, la détention (y compris l'administration, la gestion et la mise en valeur) et la cession de valeurs mobilières ou de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère en son nom propre et pour son propre compte.

La Société peut fournir des financements sous quelque type ou forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque type ou forme que ce soit, au profit de sociétés ou d'entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont fait partie la Société.

La Société peut emprunter sous quelque type ou forme que ce soit sans limitation et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre ou de tout autre instrument de dette ainsi que des bons de souscription ou de tout autre droit de souscription d'actions.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société ne peut pas agir comme un fonds d'investissement alternatif tel que défini dans la directive 2011/61/EU du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les Gestionnaires de Fonds d'Investissement Alternatifs et ne peut pas réaliser quelque activité que ce soit qui serait soumise au contrôle de la Commission de Surveillance du Secteur Financier. En particulier, la Société ne commercialisera pas activement (directement ou indirectement) ses actions ou autres valeurs mobilières à des investisseurs.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute à tout moment par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois et les Statuts, pour toute modification des Statuts conformément à l'article 32 des Statuts. L'accord du ou des Gérant(s) sera requis en vue de la liquidation.

Chapitre II. - Capital, Actions

Art. 5. Capital Émis. Le capital émis de la Société est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-), divisé en trois millions quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents (3.099.900) actions de catégorie A (les «Actions de Catégorie A»), qui sont détenues par le ou les actionnaire(s) commanditaire(s) en représentation de leur engagement limité dans la Société (les «Actionnaires de Catégorie A»), et cent (100) actions de catégorie B (les «Actions de Catégorie B»), qui sont détenues

par les actionnaires commandités, en représentation de leur engagement illimité dans la Société (les «Actionnaires de Catégorie B»).

Chaque action de chaque catégorie a une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) et chaque action est entièrement libérée.

En plus des Actions de Catégorie A et des Actions de Catégorie B, la Société peut émettre des actions préférentielles obligatoirement rachetables de catégorie 1 (les «APOR 1») et des actions préférentielles obligatoirement rachetables de catégorie 2 (les «APOR 2»), (ensemble les «APOR») devant être détenues par le ou les actionnaire(s) commanditaire(s) en représentation de son ou de leur engagement limité dans la Société (les «Actionnaires d'APOR»). Les APOR peuvent représenter, en totalité, la moitié (1/2) du capital émis de la Société.

Les APOR sont rachetables conformément aux présents Statuts et aux Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les actions en sus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des actions que la Société rachèterait à son ou ses actionnaire(s), pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes au(x) actionnaire(s) ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Actions. Chaque Action de Catégorie A et chaque Action de Catégorie B donne droit à une voix. Les APOR sont dépourvues de droit de vote, excepté dans certaines circonstances particulières prévues par les Lois.

Les Actions de Catégorie A, les APOR et les Actions de Catégorie B seront uniquement nominatives.

Les Actions de Catégories A, les APOR et les Actions de Catégories B ne peuvent être cédées que sous réserve des dispositions des présents Statuts et/ou des termes et conditions complémentaires à ces Statuts qui peuvent être convenus par la Société et son ou ses actionnaire(s) par écrit dans un pacte d'actionnaires, telles que, sans limitation, toute restriction de cession, toutes dispositions relatives à la sortie conjointe ou à la cession forcée. Les cessions d'actions doivent être effectuées en conformité avec les présents Statuts et ces termes et conditions complémentaires.

Sans préjudice du caractère général de ce qui précède et de tous termes et conditions complémentaires qui peuvent être convenus par écrit par la Société et son ou ses actionnaire(s) dans un pacte d'actionnaires, les Actions de Catégories B ne peuvent être transférées qu'à condition que les actionnaires (i) approuvent ce transfert conformément aux conditions de quorum et de majorité fixées par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts et (ii) déterminent, le cas échéant, quelle(s) personne(s) agiront en tant que Gérant ou Gérants de la Société après ledit transfert. Les Statuts seront modifiés en conséquence.

Toute Cession d'Actions de Catégorie A ou d'Actions de Catégorie B en violation des présents Statuts et/ou tout pacte d'actionnaires auquel la Société est partie sera inopposable vis-à-vis de la Société.

Chaque action est indivisible à l'égard de la Société.

Les copropriétaires, les usufruitiers et les nu-propriétaires d'actions, les créanciers gagistes et constituants de gages sur actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun, désigné ou non parmi eux.

Un registre des actionnaires, qui pourra être consulté par tout actionnaire, sera tenu au siège social. Ce registre contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre et de la catégorie de ses actions, l'indication des paiements effectués sur ces actions ainsi que les cessions des actions avec leur date. Chaque actionnaire notifiera son adresse et tout changement de celle-ci à la Société par lettre recommandée. La Société sera en droit de se fier, à toutes fins, à la dernière adresse communiquée. La propriété des actions nominatives résultera des inscriptions dans le registre des actionnaires. Des certificats reflétant les inscriptions dans le registre des actionnaires seront délivrés aux actionnaires à leur demande. La Société peut émettre des certificats d'actions nominatives multiples.

Toute cession d'actions nominatives sera inscrite dans le registre des actionnaires par une déclaration de cession, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) fondé(s) de pouvoir ainsi que conformément aux règles relatives aux cessions de créances définies à l'article 1690 du Code civil luxembourgeois. De plus, la Société peut accepter et inscrire dans le registre des actionnaires toute cession mentionnée dans toute correspondance ou autre document établissant l'accord du cessionnaire et du cédant.

La propriété d'une action emporte acceptation implicite des Statuts et des résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 7. Capital Autorisé - Augmentation et Réduction du Capital.

7.1 En sus du capital émis de la Société, le capital autorisé de la Société est fixé à quarante-neuf mille euros (EUR 49.000,-), représenté par neuf cent mille (900.000) Actions de Catégorie A, trois millions deux cent quatre-vingt-huit mille (3.288.000) APOR 1 et sept cent douze mille (712.000) APOR 2. Chaque action autorisée a une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01).

Le(s) Gérant(s) est (sont) autorisé(s) et mandaté(s), dans les limites du capital autorisé, à (i) réaliser toute augmentation de capital émis en une ou plusieurs tranches successives, à la suite, le cas échéant, de l'exercice de droits de souscription et/ou de conversion, accordés par le(s) Gérant(s) à concurrence du capital autorisé conformément aux termes et conditions des bons de souscription (qui peuvent être séparés ou attachés aux actions, obligations, billets à ordre ou instruments similaires), d'obligations convertibles, de billets à ordre ou instruments similaires émis par la Société, en

émettant de nouvelles actions, avec ou sans prime d'émission, en contrepartie d'apports en numéraire ou en nature, par conversion de créances de la Société, ou de toute autre manière; (ii) fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les termes et conditions de souscription et de libération des actions nouvelles; et (iii) supprimer ou limiter le droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cas d'une émission d'actions en contrepartie d'un apport en numéraire. Cette autorisation est valable pendant une période se terminant cinq (5) ans après la publication de l'acte constitutif au Mémorial et peut être renouvelée par une décision de l'assemblée générale des actionnaires adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Le(s) Gérant(s) peut (peuvent) déléguer à toute personne dûment autorisée l'acceptation des souscriptions et la réception du paiement pour le prix de souscription des actions représentant tout ou partie de l'émission d'actions nouvelles dans le cadre du capital autorisé.

A la suite de chaque augmentation du capital émis dans le cadre du capital autorisé, réalisée et constatée dans les formes prévues par les Lois, l'article article 5 sera modifié afin de refléter l'augmentation de capital. Une telle modification sera constatée sous forme authentique par le(s) Gérant(s) ou par toute personne dûment autorisée et mandatée à cet effet par le(s) Gérant(s).

7.2 Le capital émis et/ou autorisé de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Les actions nouvelles à souscrire par apport en numéraire seront offertes par préférence aux actionnaires existants, d'abord de la même catégorie, ensuite aux autres actionnaires, proportionnellement à la part du capital qu'ils détiennent. Le(s) Gérant(s) fixera (fixeront) le délai pendant lequel le droit préférentiel de souscription devra être exercé. Ce délai ne pourra pas être inférieur à trente (30) jours.

Par dérogation à ce qui précède, l'assemblée générale des actionnaires, délibérant aux conditions de quorum et de majorité exigées par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts, peut limiter ou supprimer le droit préférentiel de souscription ou autoriser le(s) Gérant(s) à le faire.

Art. 8. Rachat d'actions propres. La Société peut racheter ses propres Actions de Catégorie A et/ou APOR mais non ses Actions de Catégorie B. L'acquisition et la détention de ses propres Actions de Catégorie A et/ou APOR s'effectuera conformément aux conditions et dans les limites fixées par les Lois et le prix de rachat est fixé conformément aux Lois, aux Statuts et aux termes et conditions de tout pacte d'actionnaires éventuellement conclu entre les actionnaires de la Société et la Société.

Conformément aux et sous réserve des dispositions de l'article 49-8 de la Loi Luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi de 1915») et les présents Statuts, les APOR souscrites et entièrement libérées sont rachetables, en tout ou partie, au pro rata des APOR détenues par les Actionnaires d'APOR sur demande de la Société, et sont rachetables en intégralité, au plus tard, le dixième (10^{ème}) anniversaire de la date de leur émission.

Chaque APOR devra être rachetée pour un montant correspondant au total de (i) la valeur nominale et la prime d'émission payées pour la souscription desdites APOR, et (ii) à tout Dividende Préférentiel (tel que défini à l'article 31 des présents Statuts) échu mais non encore déclaré sur ces APOR.

A cette fin, la Société devra adresser une notification écrite, au moins six (6) jours ouvrables avant la date de rachat prévue (c'est-à-dire, un jour autre qu'un samedi, dimanche ou jour férié où les banques commerciales sont en principe ouvertes au Luxembourg), aux Actionnaires d'APOR concernés mentionnant la date de rachat proposée (qui doit être un jour autre qu'un samedi, dimanche ou jour férié, pendant lequel les banques commerciales sont en principe ouvertes au Luxembourg) ainsi que la contrepartie du rachat incluant le détail raisonnable des calculs effectués en application des conditions exposées ci-après.

Le rachat d'APOR peut uniquement être effectué en utilisant les sommes distribuables disponibles conformément aux Lois ou le produit d'une nouvelle émission réalisée aux fins de ce rachat.

La Société pourra, à sa seule discrétion, payer le Prix de Rachat en nature (en tout ou partie).

Le(s) Gérant(s) est (sont) irrévocablement autorisé(s) à et habilité(s) à prendre toutes mesures afin de signer tous documents et faire et exécuter tous actes au nom de la Société qui sont nécessaires afin:

(i) d'effectuer le rachat des APOR par la Société; et

(ii) d'accomplir tous actes relatifs à ce rachat, à tout moment, de la manière et dans la mesure permises par les présents Statuts, les Lois ainsi que tout pacte d'actionnaires auquel la Société est partie.

Les APOR rachetées seront annulées par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires adoptée conformément aux conditions de quorum et de majorité fixées par les présents Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des présents Statuts.

Chapitre III. - Gérant(s), Conseil de surveillance

Art. 9. Gestion. La Société est gérée par Triton Luxembourg II GP (le «Gérant») en sa qualité d'unique associé commandité et détenteur d'Actions de Catégorie B de la Société.

Le(s) Gérant(s) peut (peuvent) être révoqué(s) uniquement pour justes motifs et si, à la suite de cette révocation, il ne reste aucun autre Gérant, il(s) doit (doivent) être immédiatement remplacé(s) par un nouveau Gérant, actionnaire commandité, par résolution de l'assemblée générale des actionnaires délibérant aux conditions de quorum et de majorité exigées par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts. Le(s) Gérant(s) à révoquer ont, en leur capacité d'actionnaire commandité de la Société, un droit de veto sur les résolutions relatives à leur révocation et/ou remplacement sous réserve toutefois que ce droit de veto soit exercé en conformité avec les obligations du (des) Gérant(s) en vertu de tout pacte d'actionnaires éventuellement conclu entre la Société et ses actionnaires.

Les actionnaires commanditaires ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs du (des) Gérants. Le(s) Gérant(s) est (sont) investi(s) des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois à l'assemblée générale des actionnaires ou au Conseil de Surveillance relèvent de la compétence du (des) Gérant(s).

Art. 11. Délégation de pouvoirs - Représentation de la Société. Le(s) Gérant(s) peut (peuvent) déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à une ou plusieurs personnes ou comités de leur choix.

Le(s) Gérant(s) peut (peuvent) également déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou comités de leur choix.

La Société sera engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature individuelle du Gérant (agissant, dans le cas où le Gérant est une personne morale, par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs signataires dûment autorisés et nommés discrétionnairement par le Gérant).

La Société sera également engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toutes personnes à qui la gestion journalière de la Société aura été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le(s) Gérant(s), mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Rémunération et Dépenses du ou des Gérants. Le(s) Gérant(s) pourra (pourront) être remboursé(s) de toutes les dépenses raisonnables qu'il(s) aura (auront) exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 13. Conflits d'Intérêts. Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et toute autre société ou entreprise ne sera affecté ou invalidé par le simple fait que le(s) Gérant(s) (ou un ou plusieurs de leurs administrateurs, gérants, directeurs ou employés), les directeurs ou employés de la Société ou les membres du Conseil de Surveillance de la Société ont un intérêt personnel dans, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée, de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas, en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir sur tout point relatif à ces contrats ou transactions.

Art. 14. Responsabilité du ou des Gérants - Indemnisation. Le(s) Gérant(s) sont responsables conjointement et solidairement avec la Société de toutes les dettes de la Société auxquelles la Société ne peut faire face avec son actif disponible.

Les actionnaires commanditaires doivent s'abstenir d'agir au nom de la Société de quelque manière ou en quelque qualité que ce soit, sauf pour ce qui est de l'exercice de leurs droits d'actionnaires aux assemblées générales ou autrement, et, par conséquent ils ne seront responsables que de la libération de la valeur nominale (et, le cas échéant, de la prime d'émission) de chaque action de la Société qu'ils possèdent.

La Société indemnisera le(s) Gérant(s) (ou un ou plusieurs de leurs administrateurs, gérants, directeurs ou employés), les directeurs ou employés de la Société ou membres du Conseil de Surveillance et, le cas échéant, leurs successeurs, héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils auraient à payer et tous frais raisonnables qu'ils auraient encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auraient été intentés en raison de leurs fonctions actuelles ou anciennes de Gérant (ou d'administrateur, de gérant, de directeur ou d'employé du Gérant ou des Gérants), ou de directeurs ou employés de la Société ou membres du Conseil de Surveillance, ou, à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité serait engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 15. Dissolution - Incapacité du Gérant ou des Gérants. En cas de dissolution ou d'incapacité juridique d'un Gérant ou si pour toute autre raison un Gérant est empêché d'agir, la Société ne sera pas automatiquement dissoute.

Dans ce cas, et en l'absence d'un autre Gérant, le Conseil de Surveillance nommera un ou plusieurs administrateurs, actionnaires ou non, qui resteront en fonction jusqu'à la réunion de l'assemblée générale des actionnaires aux fins de désignation d'un nouveau Gérant.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de leur nomination, le ou les administrateurs devront convoquer l'assemblée générale des actionnaires dans les formes prévues par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois.

Les administrateurs devront accomplir les actes urgents et les actes de simple administration jusqu'à la réunion de l'assemblée générale des actionnaires mentionnée ci-dessus.

Les administrateurs sont responsables uniquement de l'exécution de leur mandat.

Art. 16. Conseil de Surveillance. Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, devront être contrôlés par un Conseil de Surveillance.

Le Conseil de Surveillance doit être composé d'au moins trois membres, actionnaires ou non.

Les membres du Conseil de Surveillance et/ou les réviseurs d'entreprises agréés seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre et la durée de leur mandat qui ne pourra excéder six (6) ans. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée générale des actionnaires, sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé peut, par dispositions des Lois, seulement être révoqué pour motifs graves ou d'un commun accord.

La rémunération des membres du Conseil de Surveillance (le cas échéant) sera déterminée par l'assemblée générale des actionnaires.

Dans l'accomplissement de ses obligations, le Conseil de Surveillance pourra être assisté par un réviseur d'entreprises agréé qui doit être nommé ou révoqué par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 17. Pouvoirs Consultatifs du Conseil de Surveillance. En plus de ses fonctions statutaires de vérification des comptes, le Conseil de Surveillance pourra être consulté par le(s) Gérant(s) sur les sujets que ces derniers peuvent déterminer.

Art. 18. Réunions du Conseil de Surveillance. Le Conseil de Surveillance élit parmi ses membres un président (le «Président»). Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même membre du Conseil de Surveillance et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Surveillance (le «Secrétaire»).

Le Conseil de Surveillance se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Surveillance, mais en son absence le Conseil de Surveillance désignera un autre membre du Conseil comme président pro tempore à la majorité des membres présents ou représentés.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord écrit préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, trois (3) jours au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Surveillance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation avec un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Surveillance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et en des lieux déterminés par une résolution préalablement adoptée par le Conseil de Surveillance.

Les réunions du Conseil de Surveillance se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Surveillance pourra déterminer.

Tout membre du Conseil de Surveillance pourra se faire représenter aux réunions du Conseil de Surveillance en désignant par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre membre du Conseil de Surveillance comme son mandataire. Tout membre du Conseil de Surveillance pourra représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Surveillance.

Le Conseil de Surveillance ne pourra valablement délibérer que si la moitié (1/2) au moins des membres en fonction sont présents ou représentés. Les résolutions seront prises à la majorité des voix des membres du Conseil de Surveillance présents ou représentés.

Un ou plusieurs membres du Conseil de Surveillance peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée comme équivalente à une présence physique à la réunion. Concernant ce qui précède, le Conseil de Surveillance peut édicter des règles supplémentaires dans son règlement intérieur concernant ce qui précède.

Une décision écrite, signée par tous les membres du Conseil de Surveillance est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Surveillance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs membres du Conseil de Surveillance.

Art. 19. Procès-verbaux des Réunions du Conseil de Surveillance. Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Surveillance seront signés par le Président de séance et par le Secrétaire (le cas échéant). Les procurations y seront annexées.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les membres du Conseil de Surveillance ou les procès-verbaux des réunions du Conseil de Surveillance destinés à être produits en justice ou ailleurs, seront signés par le Président ou par le Secrétaire (le cas échéant) ou par deux membres du Conseil de Surveillance, agissant conjointement.

Chapitre IV. - Assemblée générale des actionnaires

Art. 20. Pouvoirs de l'Assemblée Générale des Actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires a tous les pouvoirs qui lui sont dévolus par les Statuts et les Lois.

Toute assemblée générale des actionnaires de la Société, régulièrement constituée, représente l'ensemble des actionnaires.

Art. 21. Assemblée Générale Annuelle. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le troisième vendredi du mois de juin à 17.00 heures.

Si ce jour n'est pas un jour bancaire généralement ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 22. Autres Assemblées Générales. Le Gérant, les Gérants ou le Conseil de Surveillance peuvent convoquer des assemblées générales d'actionnaires (en plus de l'assemblée générale annuelle des actionnaires). De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social le demandent.

Les assemblées générales des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle des actionnaires seront tenues au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché, et peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par le(s) Gérant(s), le requièrent.

Art. 23. Convocation des Assemblées Générales. Les actionnaires se réuniront après envoi (y compris, si nécessaire, publication) d'une convocation conformément aux Statuts ou aux Lois.

La convocation envoyée aux actionnaires indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des actionnaires. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'actionnaires doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale des actionnaires et déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 24. Présence - Représentation. Tous les actionnaires ont le droit de participer et de prendre la parole aux assemblées générales d'actionnaires.

Tout actionnaire peut prendre part à toute assemblée générale d'actionnaires en désignant par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire, qui n'a pas besoin d'être lui-même actionnaire. Le(s) Gérant(s) peut (peuvent) déterminer toute autre condition qui devra être remplie en vue de la participation d'un actionnaire aux assemblées générales des actionnaires.

Les actionnaires participant à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou toute autre méthode de télécommunication similaire permettant leur identification, seront considérés comme présents pour le calcul du quorum et de la majorité. Ces méthodes de télécommunication doivent satisfaire à toutes les exigences techniques afin de permettre la participation effective à l'assemblée et les délibérations de l'assemblée doivent être retransmises de manière continue.

Art. 25. Procédure. Toute assemblée générale des actionnaires est présidée par une personne désignée par le(s) Gérant(s), ou, en son absence, par l'assemblée générale des actionnaires.

Le président de séance de l'assemblée générale des actionnaires désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des actionnaires élit un (1) scrutateur parmi les actionnaires participant à l'assemblée générale des actionnaires.

Le président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 26. Prorogation. Le(s) Gérant(s) peut (peuvent) ajourner, séance tenante, toute assemblée générale des actionnaires de quatre (4) semaines. Ils doivent le faire sur la demande d'actionnaires représentant au moins vingt pour cent (20%) du capital émis de la Société.

Cet ajournement annule automatiquement toute décision déjà adoptée.

L'assemblée générale des actionnaires ajournée a le même ordre du jour que la première assemblée. Les actions et les procurations régulièrement déposées en vue de la première assemblée restent valablement déposées pour la deuxième assemblée.

Art. 27. Vote. Une liste de présence indiquant le nom des actionnaires et le nombre d'actions pour lesquelles ils votent est signée par chacun d'entre eux ou par leur mandataire avant l'ouverture des débats de l'assemblée générale des actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires peut uniquement délibérer et voter sur les points figurant à l'ordre du jour.

Le vote se fait à main levée ou par un appel nominal, sauf si l'assemblée générale des actionnaires décide d'adopter une autre procédure de vote.

Les actionnaires sont autorisés à exprimer leurs votes au moyen de formulaires rédigés en langue anglaise.

Tout formulaire devra être remis en main propre contre décharge, ou envoyé par courrier recommandé ou par le biais d'un service d'envois spéciaux utilisant une société postale internationalement reconnue, au siège social de la Société ou adressé par fax au numéro de fax du siège social de la Société.

Tout formulaire de vote qui ne comporte pas l'une des mentions ou indications suivantes doit être considéré comme nul et ne sera pas pris en compte pour le calcul du quorum:

- nom et siège social et/ou résidence de l'actionnaire concerné;
- nombre total d'actions détenues par l'actionnaire concerné dans le capital social de la Société et, si nécessaire, le nombre d'actions de chaque catégorie détenu par l'actionnaire concerné dans le capital social de la Société;
- ordre du jour de l'assemblée générale;
- indication par l'actionnaire concerné, pour chacune des résolutions proposées, du nombre d'actions pour lesquelles l'actionnaire concerné s'abstient, vote en faveur ou contre la résolution proposée; et
- nom, titre et signature du représentant dûment autorisé de l'actionnaire concerné.

Tout formulaire devra être reçu par la Société au plus tard à dix-sept (17) heures, heure de Luxembourg, le jour ouvrable à Luxembourg précédant le jour de l'assemblée générale des actionnaires. Tout formulaire reçu par la Société après cette date limite ne sera pas pris en compte pour le calcul du quorum.

Un formulaire sera considéré comme ayant été reçu:

(a) s'il a été remis en main propre contre décharge, par courrier recommandé ou par service d'envois spéciaux utilisant une société postale internationalement reconnue; à l'heure de la remise;

ou

(b) s'il a été délivré par fax, à l'heure indiquée avec le numéro de fax sur le rapport de transmission de l'appareil ayant reçu le fax.

Lors de toute assemblée générale des actionnaires, autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées à la majorité simple indépendamment du nombre d'actions représentées.

Lors de toute assemblée générale des actionnaires convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, le quorum sera d'au moins la moitié (1/2) de toutes les actions émises. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée pourra être convoquée à laquelle aucun quorum ne sera requis. Afin d'adopter les résolutions proposées et sauf disposition contraire des Lois, une majorité des deux tiers (2/3) des votes exprimés par les actionnaires présents ou représentés est exigée à cette assemblée générale.

Lorsque les droits d'une catégorie particulière d'actions sont affectés, les conditions de quorum et de majorité applicables doivent être remplies pour chaque catégorie d'actions.

Sauf disposition contraire des Statuts, aucune résolution ne peut être adoptée sans l'accord du Gérant ou des Gérants.

Les APOR ne confèrent aucun droit de vote et ne doivent, par conséquent, pas être prises en compte dans la détermination de tout quorum ou majorité de toute assemblée générale des actionnaires, excepté tel que requis par l'article 46 de la Loi de 1915 dans les cas suivants:

- (i) l'émission de nouvelles actions conférant des droits préférentiels;
- (ii) la détermination du Dividende Préférentiel afférent aux APOR;
- (iii) la conversion des APOR en actions ordinaires;
- (iv) la réduction du capital social de la Société;
- (v) toute modification de l'objet social de la Société;
- (vi) l'émission d'obligations convertibles;
- (vii) la dissolution de la Société avant son terme;
- (viii) la transformation de la Société en une société d'une autre forme juridique.

Les APOR confèrent cependant les mêmes droits de vote que les Actions de Catégorie A, à toute assemblée, lorsque malgré l'existence de bénéfices disponibles à cet effet, le Dividende Préférentiel n'a pas été payé intégralement pour quelque raison que ce soit, pour une période de deux exercices sociaux successifs et jusqu'au moment où les Dividendes Préférentiels auront été intégralement perçus par les Actionnaires d'APOR.

Art. 28. Procès-verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales des actionnaires sont signés par les membres du bureau et peuvent être signés par tous les actionnaires ou mandataires d'actionnaires qui en font la demande.

Chapitre V. - Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

Art. 29. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le premier jour de janvier de chaque année et s'achève le dernier jour de décembre de la même année.

Art. 30. Approbation des Comptes Annuels. Le(s) Gérant(s) prépare (préparent) les comptes annuels et/ou les comptes consolidés, pour approbation par les actionnaires, conformément aux dispositions des Lois et à la pratique comptable luxembourgeoise.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont présentés à l'assemblée générale des actionnaires pour approbation.

Art. 31. Distribution des Bénéfices.

31.1 Sur les bénéfices annuels nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5%) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale»), conformément à la loi. Toute affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux actionnaires de Catégorie A, d'APOR et de Catégorie B.

Pour chaque exercice social les Actionnaires d'APOR auront droit à un dividende annuel préférentiel et cumulatif (le «Dividende Préférentiel») égal au:

(i) En ce qui concerne les APOR 1, plus élevé parmi (a) un pour cent (1%) par année de la valeur nominale des APOR 1 et (b) quatre-vingt-dix-neuf pour cent (99%) du Revenu Spécifique 1, calculé à chaque fois sur la base du pro rata des APOR 1 détenus par les actionnaires APOR correspondants (le «Dividende Préférentiel d'APOR 1»);

(ii) En ce qui concerne les APOR 2, plus élevé parmi (a) un pour cent (1%) par année de la valeur nominale des APOR 2 et (b) quatre-vingt-dix-neuf pour cent (99%) du Revenu Spécifique 2, calculé à chaque fois sur la base du pro rata des APOR 2 détenus par les actionnaires APOR correspondants (le «Dividende Préférentiel d'APOR 2»);

Si le montant du Dividende Préférentiel de l'année en cours n'a pas été déclaré en tant que dividende (par exemple, en raison du défaut de bénéfice distribuable), ce montant devra être cumulé et peut être déclaré lors de l'exercice social suivant, ou lors du premier exercice social ultérieur au cours duquel il existe un bénéfice distribuable suffisant.

Eu égard à chaque distribution de dividendes, le montant affecté à cet effet devra être distribué dans l'ordre suivant:

(i) chaque APOR 2 aura droit au Dividende Préférentiel d'APOR 2;

(ii) chaque APOR 1 aura droit au Dividende Préférentiel d'APOR 1; puis

(iii) chaque Action de Catégorie B aura droit à un dividende cumulatif d'un montant égal à son prix de souscription initial (comprenant la valeur nominale et la prime d'émission (le cas échéant), et enfin

(iv) tout solde du montant du dividende sera affecté aux Actions de Catégorie A sur une base proportionnelle.

Sous réserve des conditions fixées par les Lois et en accord avec les dispositions qui précèdent, Le(s) Gérant(s) peut (peuvent) effectuer une avance sur dividendes aux Actionnaires APOR, aux Actionnaires de Catégorie A et aux Actionnaire de Catégorie B. Le(s) Gérant(s) fixe (fixent) le montant et la date du paiement de cette avance.

31.2 Aux fins de cet Article 31,

«TPECs» signifie tous les certificats de capitaux préférentiels traçants, subordonnés aux PECs que la Société détient dans Anton MidCo S.à r.l., une société à responsabilité limitée immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 179358. Les TPECs sont assortis d'un taux d'intérêt de dix pour cent (10%) l'an par Période d'Accumulation (tel que défini dans les termes et conditions de ces TPECs) (i) un rendement fixe de zero point 1 pour cent (0,1%) l'an, calculé sur la base de leur valeur nominale (le «Rendement Fixe») et (ii) un rendement variable (le «Rendement Variable») égal au Revenu Eligible Net (tel que défini dans les termes et conditions de ces TPECs).

«PECs» signifie tous les certificats de capitaux préférentiels que la Société détient dans Anton MidCo S.à r.l., susmentionnée. Les PECs sont assortis d'un rendement de dix pour cent (10%) par an par Période d'Accumulation (telle que définie dans les termes et conditions de ces PECs), calculé sur la base de leur valeur nominale.

«Revenu Spécifique 1» signifie, eu égard à chaque exercice social, l'intérêt (net de toute retenue à la source, le cas échéant) dégagé par la Société provenant de ces TPECs, émises par Anton MidCo S.à r.l., susmentionnée, et détenues par la Société.

«Revenu Spécifique 2» signifie, eu égard à chaque exercice social, l'intérêt (net de toute retenue à la source, le cas échéant) dégagé par la Société provenant de ces PECs, émises par Anton MidCo S.à r.l., susmentionnée, et détenues par la Société.

Chapitre VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 32. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles fixées par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par le(s) Gérant(s) ou par toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale), nommée par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et de tous les frais de liquidation, le produit net de la liquidation sera distribué aux actionnaires afin d'atteindre le même résultat économique que celui des règles de distributions posées pour les distributions de dividendes; dans le cas d'une liquidation, tous les actifs et les liquidités de la Société seront distribués selon l'ordre de priorité suivant:

(i) en premier lieu, aux créanciers (soit par règlement ou par la constitution de provisions raisonnables pour effectuer ledit règlement) de toutes les dettes et créances de la Société;

(ii) en second lieu, aux actionnaires APOR, conformément aux règles de priorité applicables aux distributions de dividendes, qui auront le droit de recevoir un montant payable en numéraire ou en nature égal à:

a- leurs Dividendes Préférentiels courus et non payés, le cas échéant;

b- au remboursement de la valeur nominale de leurs APOR et du montant de la prime d'émission, payés pour ces APOR (dans la mesure où ceux-ci n'ont pas fait l'objet d'une distribution préalable, d'un remboursement ou n'ont pas été autrement repayés aux Actionnaires d'APOR);

(iii) en troisième lieu, à tous les actionnaires autres que les Actionnaires d'APOR pour le remboursement de la valeur nominal de leurs actions dans la Société;

(iv) en quatrième lieu, à tous le ou les détenteur(s) d'Actions de Catégorie A et d'Actions de Catégorie B dans l'ordre de priorité suivant et afin d'atteindre le même résultat économique que celui posé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

Chapitre VII. - Loi applicable

Art. 33. Droit Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois et en particulier à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société à raison du présent acte sont évalués à deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,-).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 16.00 heures.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire soussigné par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: M. Müller, R. Ben Chemhoun, A. Mauske, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 7 novembre 2014. REM/2014/2446. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 12 novembre 2014.

Référence de publication: 2014175726/1024.

(140201204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

CEA, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 89e, parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 160.543.

DISSOLUTION

L'an deux mil quatorze, le quatorze octobre.

Par-devant Maître Anja HOLTZ, notaire de résidence à Eschsur-Alzette,

A comparu:

Monsieur Laurent SAGLIO, gérant de sociétés, né à Carcassonne (F) le 22 avril 1962, demeurant 28, Holland Park Road, London, W14 8LZ, Royaume-Uni,

Ici représentée par Madame Monique GOLDENBERG, demeurant à Steinfort, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Londres, le 10 octobre 2014.

Laquelle procuration après avoir été signée «NE VARIETUR» par le Notaire instrumentant et les parties, restera ciannexée pour être formalisée avec le présent acte.

Lequel comparant, a exposé au notaire instrumentant et l'a requis d'acter ce qui suit:

Que le comparant est le seul associé de la société à responsabilité limitée «CEA», dont le siège social est situé à L-8308 Capellen, 89e, Parc d'Activités, constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster en date du 25 Janvier 2011, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des sociétés et associations, numéro 929 du 7 mai 2011, inscrite au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 160.543 (ci-après «la Société»).

Que le capital social de la Société est de treize mille six cent vingt cinq euros (13 625,00 EUR) représenté par:

cent (100) parts sociales de classe A,

une part sociale de classe B,

une part sociale de classe C,

une part sociale de classe D,

une part sociale de classe E,

une part sociale de classe F,

une part sociale de classe G,

une part sociale de classe H,

une part sociale de classe I,

une part sociale de classe J,

(ci après «les Parts»)

Que la Société ne possède pas d'immeuble, ni part d'immeuble.

Que le comparant, représentant l'intégralité du capital social, décide de prononcer et constater la dissolution de la Société avec effet au 30 Septembre 2014.

Qu'il déclare avoir pleine connaissance des statuts et connaître parfaitement la situation financière de la Société.

Qu'il déclare être investi de tout l'actif de la Société et expressément prendre en charge tout passif échu et éventuellement encore à échoir la concernant.

Que partant, la liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée.

Que décharge pleine et entière est donnée au gérant démissionnaire pour son mandat jusqu'à ce jour.

Que les livres et documents de la société sont conservés pendant cinq ans à l'adresse suivante où toutes notifications peuvent leur être adressées: L-8308 Capellen, 89e, Parc d'activités.

Sur base de ces faits le notaire a constaté la dissolution de la Société.

Frais

Le montant des frais incombant au comparant en raison des présentes est estimé à 850 EUR.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Goldenberg, Anja HOLTZ.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 15 octobre 2014 - EAC/2014/13957 - Reçu soixante-quinze euros = 75 €.-

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux parties pour servir à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 16 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161340/55.

(140183993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Creativ-Metall S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6638 Wasserbillig, 2, Montée de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 28.048.

Im Jahre zwei tausend vierzehn.

Den zehnten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitz in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

SIND ERSCHIENEN:

1.- Frau Inge SCHERF, geborene LEITNER, Sekretärin, wohnhaft in D-54308 Langsur, Brüderwies, 4.

2.- Herr Clemens SCHERF, Metallbauer, wohnhaft in D-54308 Langsur, Brüderwies, 4,

hier vertreten durch Frau Inge SCHERF, vorgenannt, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift vom 26. September 2014,

welche Vollmacht, nach gehöriger "ne varietur" Paraphierung durch die Bevollmächtigte und dem amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigegeben bleibt um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche Kompargenten, anwesend oder vertreten wie vorerwähnt, dem unterzeichneten Notar erklärten, dass sie die alleinigen Anteilhaber der Gesellschaft mit beschränkter Haftung "Creativ-Metall S.à r.l." sind, mit Sitz in L-6730 Grevenmacher, 6, Grand-Rue, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 28.048 (NIN 1988 2402 471).

Dass besagte Gesellschaft gegründet wurde zufolge Urkunde aufgenommen durch Notar Georges d'HUART, mit dem damaligen Amtssitze in Petingen, am 29. Februar 1988, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 157 vom 9. Juni 1988, und deren Statuten abgeändert wurden wie folgt:

- zufolge Urkunde aufgenommen durch Notar Tom METZLER, mit dem damaligen Amtssitze in Luxemburg, am 6. März 1990, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 330 vom 17. September 1990;

- zufolge Urkunde aufgenommen durch Notar Marc CRAVATTE, mit dem damaligen Amtssitze in Ettelbruck, am 8. Oktober 1992, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 65 vom 10. Februar 1993.

- zufolge Urkunde aufgenommen durch den instrumentierenden Notar, am 16. Juni 2014, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2231 vom 21. August 2014.

Dass das Gesellschaftskapital sich auf zwölf tausend vier hundert Euro (€ 12.400.-) beläuft, eingeteilt in ein hundert (100) Anteile von je ein hundert vierundzwanzig Euro (€ 124.-).

Dass aufgrund einer Anteilübertragung unter Privatschrift vom 26. September 2014, welche Anteilübertragung, nach gehöriger "ne varietur" Paraphierung durch die Kompargentin und dem amtierenden Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigegeben bleibt, um mit derselben einregistriert zu werden, die ein hundert (100) Anteile wie folgt zugeteilt sind:

1.- Herr Clemens SCHERF, vorgenannt, fünfundneunzig Anteile	95
2.- Frau Inge SCHERF, vorgenannt, fünf Anteile	<u>5</u>
Total: ein hundert Anteile	100

Alsdann haben die Kompargenten, anwesend oder vertreten wie vorerwähnt, den unterzeichneten Notar ersucht Nachstehendes wie folgt zu beurkunden:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter beschliessen den Sitz der Gesellschaft von Grevenmacher nach Wasserbillig zu verlegen und demgemäss den ersten Absatz von Artikel 3 der Statuten abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 3. (Absatz 1).** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Wasserbillig.“

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter legen die genaue Anschrift der Gesellschaft wie folgt fest: L-6638 Wasserbillig, 2, Montée de la Moselle.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafter beschliessen den Gesellschaftszweck umzuändern, und demgemäss Artikel 4 der Statuten abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 4.** Zweck der Gesellschaft ist das Betreiben eines Metallbaubetriebes, die Wartung, Reparatur und Montage von Maschinen und Industrieanlagen, sowie der Handel mit Metallprodukten und Metallbauelementen.

Die Gesellschaft kann sämtliche kaufmännischen, industriellen, mobiliare, immobilare und finanzielle Tätigkeiten ausüben, die zur Förderung des Hauptzweckes der Gesellschaft mittelbar oder unmittelbar dienlich sein können.

Die Gesellschaft kann sich unter irgendwelcher Form an Unternehmen oder Geschäften beteiligen, falls diese Unternehmen oder Geschäfte einen Zweck verfolgen, der demjenigen der Gesellschaft ähnlich ist oder wenn eine solche Beteiligung zur Förderung des eigenen Gesellschaftszweckes nützlich sein kann.“

Vierter Beschluss

Aufgrund der vorerwähnten Anteilübertragung beschliessen die Gesellschafter Artikel 6 der Statuten abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 6.** Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLF TAUSEND VIER HUNDERT EURO (€ 12.400.-), aufgeteilt in EIN HUNDERT (100) Anteile von je EIN HUNDERT VIERUNDZWANZIG EURO (€ 124.-), welche wie folgt zugeteilt sind:

1.- Herr Clemens SCHERF, Metallbauer, wohnhaft in D-54308 Langsur, Brüderwies, 4, fünfundneunzig Anteile	95
2.- Frau Inge SCHERF, geborene LEITNER, Sekretärin, wohnhaft in D-54308 Langsur, Brüderwies, 4, fünf Anteile	5
Total: ein hundert Anteile	100“

Fünfter Beschluss

Die Gesellschafter beschliessen zur zusätzlichen administrativen Geschäftsführerin der Gesellschaft für eine unbestimmte Dauer zu ernennen:

- Frau Inge SCHERF, geborene LEITNER, Sekretärin, geboren in Leonberg (Deutschland), am 8. Juni 1962, wohnhaft in D-54308 Langsur, Brüderwies, 4.

Die Mandate von Herrn Sebastian HÖRLE, als technischer Geschäftsführer und von Herrn Clemens SCHERF, als administrativer Geschäftsführer werden bestätigt.

Die Gesellschaft wird unter allen Umständen durch die gemeinsamen Unterschriften von zwei Geschäftsführern rechtsgültig vertreten und verpflichtet, darunter obligatorisch die des technischen Geschäftsführers.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Echternach, in der Amtsstube des amtierenden Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparentin, handelnd wie eingangs erwähnt, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: I. SCHERF, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 13 octobre 2014. Relation: ECH/2014/1882. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 15. Oktober 2014.

Référence de publication: 2014161333/88.

(140184037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Arania S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 36.473.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mille quatorze, le douze septembre.

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société "Arania S.A. en liquidation" une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-2330 Luxembourg, 128, Boulevard de la Pétrusse, constituée suivant acte reçu par Maître Marc ELTER, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 26 mars 1991, publié au Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 351 du 27 septembre 1991,

mise en liquidation suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 13 août 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 36.473.

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte sous la présidence de Monsieur Christian DOSTERT, employé, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

Le président nomme comme secrétaire Madame Monique GOERES, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, RUE Jean Engling.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Virginie PIERRU, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée à pour ordre du jour:

164105

Ordre du jour:

- 1.- Approbation des rapports du liquidateur et du commissaire vérificateur.
- 2.- Clôture de la Liquidation et détermination de l'endroit où seront conservés les documents et livres de la société.
- 3.- Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, laquelle signée «ne varietur» par la mandataire des actionnaires, par les membres du bureau et par le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Resteront annexées aux présentes, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées «ne varietur» par les comparants.

III. Que l'intégralité du capital étant représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires représentés se reconnaissent dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale après délibération, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes.

Première résolution

L'Assemblée Générale adopte les rapports du liquidateur et du commissaire-vérificateur.

Les prédicts rapports resteront annexés aux présentes pour les besoins de l'enregistrement, après avoir été paraphés «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant.

L'Assemblée Générale donne décharge pleine et entière au liquidateur et au Commissaire-vérificateur pour l'accomplissement de leurs fonctions concernant la liquidation de la société.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale déclare que la liquidation de la société est en conséquence à considérer comme close et que les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq ans à partir du jour de la liquidation à L-2330 Luxembourg, 128, Boulevard de la Pétrusse.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués à environ neuf cents euros (900,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus par le notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, M. GOERES, V. PIERRU, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 septembre 2014. LAC/2014/43346. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161245/64.

(140182691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Advent Aircom Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 110.481.

L'an deux mille quatorze, le deux octobre.

Par devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Aircom Jersey 1 Limited, une société constituée et existante selon les lois de Jersey, ayant son siège social au 47 Esplanade, St. Helier, Jersey JE1 0BD, Jersey, enregistré auprès du Jersey Financial Services Commission sous le numéro 90914,

ici représentée par Laurence Goblet, employée, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 28 mars 2014,

Laquelle procuration après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, est restée annexée à l'assemblée générale extraordinaire du 31 mars 2014, ci-après décrite.

La comparante est l'associée unique de la société à responsabilité limitée "Advent Aircom Luxembourg" ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B110.481, constituée suivant acte du notaire Joseph Elvinger de Luxembourg reçu en date du 29 Août 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 102 du 16 Janvier 2006. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 31 mars 2014, publié au dit Mémorial C, numéro 1578 du 19 juin 2014.

Suite à une erreur glissée dans l'acte du 31 mars 2014, enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 4 avril 2014, Relation: LAC / 2014 / 16098, déposé au RCS le 16 avril 2014 sous la référence L140062934, relative au début du prochain exercice social, la comparante décide de rectifier la disposition transitoire comme suit:

"Transitory provision

The next financial year shall begin on 1 July 2013 and shall end on 31 December 2013."

"Disposition transitoire

Le prochain exercice social commence le 1 juillet 2013 et se termine le 31 décembre 2013."

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, représentée comme il est dit, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: GOBLET, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 3 octobre 2014. Relation: LAC / 2014 / 46205. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161197/38.

(140183746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Rivage Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 106.320.

Les comptes annuels au 14 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Référence de publication: 2014164302/10.

(140186604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Sanifoot Futsal Club A.S.B.L., Association sans but lucratif.

Siège social: L-8354 Garnich, 6, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg F 10.118.

—
STATUTS

Les membres fondateurs:

Sequeira Edgar

Matuszak Vincent

Belardi Jordan

ont convenu de constituer une association sans but lucratif régie par la loi du 21 avril 1928 sur les A.S.B.L., telle qu'elle a été modifiée par les lois des 22 février 1984 et 4 mars 1994 ainsi que par les dispositions suivantes:

Dénomination, Siège, Objet

Art. 1^{er}. L'association est dénommée Sanifoot Futsal Club A.S.B.L.

Art. 2. Son siège social est établi à L-8354 Garnich, 6, rue des 3 Cantons.

Art. 3. Sanifoot Futsal Club est une association fondée en vue de se focaliser sur le football en salle (Futsal) et à ses activités dérivées.

Art. 4. L'association a pour objet:

1. De valoriser le football en salle et développer les valeurs qui y sont associées;
2. D'attirer les personnes extérieures à ce sport afin de former une grande communauté proche de ce sport;
3. D'offrir des séances d'entraînements structurés à des joueurs ayant comme ambition de participer à un championnat officiel et à promouvoir la beauté de ce sport;
4. De développer une image propre du football en salle en y honorant les règles fondamentales du fair-play.

Art. 5. L'association entend atteindre ses objectifs au travers de réunions de travail, d'assemblées périodiques, d'organisation d'événements, de formation, de tournois, d'entraînements, de compétitions sportives officielles et de toute autre initiative pouvant aider à la réalisation de l'objet de l'association.

Art. 6. Les articles 1 à 5 n'ont pas de caractère contraignant ou restrictif.

Membres et Cotisations

Art. 7. Peut devenir membre de l'association toute personne qui accepte les présents statuts et s'acquitte de la cotisation annuelle telle que fixée par le conseil d'administration.

Art. 8. Est membre du fait de l'association toute personne ayant acquitté sa cotisation annuelle. Les montants et l'échéance de la cotisation sont fixés par le conseil d'administration.

Art. 9. La qualité de membre de l'association se perd par démission volontaire écrite, en cas de non-paiement de la cotisation, en cas de non-respect des présents statuts ou de préjudice grave porté aux intérêts de l'association.

Art. 10. L'exclusion d'un membre est proposée par le conseil d'administration et est soumise pour approbation à l'assemblée générale extraordinaire.

Conseil d'Administration

Art. 11. Le conseil d'administration se compose de 3 membres au minimum. Il désigne en son sein un président, un trésorier et un secrétaire.

Art. 12. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des membres présents.

Art. 13. Le conseil d'administration a les pouvoirs d'administrer et de gérer l'association. Il la représente dans tous les actes juridiques et extra juridiques.

Art. 14. Le conseil d'administration se réunit sur convocation écrite du président et/ou du secrétaire.

Art. 15. En cas d'empêchement du président, la présidence du conseil d'administration est assumée par défaut par un autre membre désigné à cet effet lors du premier conseil d'administration par les membres fondateurs.

Assemblée Générale

Art. 16. L'assemblée générale se compose de tous les membres ayant dûment acquitté leur cotisation annuelle à la date de l'assemblée générale.

Art. 17. Elle est présidée par le président du conseil d'administration ou par son substitut tel que défini à l'article 15 des présents statuts.

Art. 18. L'assemblée générale statue sur:

- Les modifications des statuts, la nomination et la révocation des membres du conseil d'administration
- L'approbation des budgets et des comptes, la dissolution volontaire de l'association, l'exclusion des membres.
- L'assemblée générale se réunit au moins 1 fois par an avant le 31 mars pour l'approbation des comptes de l'exercice en cours et du budget de l'exercice suivant.

Art. 19. Elle est convoquée par le conseil d'administration par simple lettre adressée à chaque membre au moins 7 jours avant la date prévue.

Cette convocation contient l'ordre du jour de l'assemblée générale, le lieu et la date, et est signée par au moins trois membres du conseil d'administration.

Art. 20. Les membres peuvent prendre connaissance des résolutions prises à l'assemblée générale en consultant les registres des sociétés.

Art. 21. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou sur demande d'un cinquième des membres de l'association:

- Toute modification des statuts ne pourra être entérinée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents. Les articles sujets à modification doivent être joints à l'ordre du jour ainsi que leurs substituts.

Comptes. Budget, Dissolution

Art. 22. Les comptes et les budgets sont préparés par le conseil d'administration et soumis pour approbation à l'assemblée générale.

Art. 23. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre.

Art. 24. En cas de dissolution volontaire de l'association, l'assemblée générale désigne le(s) liquidateur(s) et définit (ses) pouvoirs. Elle ordonne l'affectation du patrimoine de l'association à une organisation non gouvernementale agréée au Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 25. Les points non précisés présentement relèvent des dispositions de la loi du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans buts lucratifs, modifiée par les lois du 2 février 1984 et 4 mars 1994.

Référence de publication: 2014161048/76.

(140182896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Francelamara, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 7 et 14, avenue du Rock'n'Roll.

R.C.S. Luxembourg B 172.160.

L'an deux mille quatorze, le treize octobre.

Par-devant nous, Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

ONT COMPARU:

1. Madame Françoise EMBAREK BEN MOHAMED, responsable de magasins, née à Charleville-Mézières (France), le 14 décembre 1975, demeurant à F-08000 Charleville-Mézières (France), 131, boulevard Gambetta,

2. Monsieur Ali AIT AHMED LAMARA, entrepreneur, né à Revin (France), le 29 novembre 1969, demeurant à F-08000 Charleville-Mézières (France), 131, boulevard Gambetta,

ici représentés par Monsieur Gérard LUSATTI, administrateur de société, né le 1^{er} mai 1976 à Villerupt (France), demeurant à F-57390 Audun-Le-Tiche (France), 6, rue Robert Krüger,

en vertu de deux procurations sous seing privé.

Lesquelles procurations, après signature «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées en même temps.

Qu'ils déclarent être les associés de la société à responsabilité limitée «Francelamara», ayant son siège social à L-4361 Esch-sur-Alzette, 7 et 14, avenue du Rock'n'Roll, constituée suivant acte reçu par Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange, en date du 8 octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2784 du 16 novembre 2012 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange, en date du 12 novembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 14 du 3 janvier 2013, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 172.160,

Qu'ils se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils s'entendent par ailleurs dûment convoqués et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident d'ajouter l'enseigne commerciale «City Chic». En conséquence, il est décidé de modifier l'article 1 pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}** . Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Francelamara». La société exploitera l'enseigne commerciale «City Chic»».

Deuxième résolution

Les associés décident de transférer le siège de la société de L-4361 Esch-sur-Alzette, 7 et 14, avenue Rock'n'Roll à L-1660 Luxembourg, 56, Grand-rue.

Troisième résolution

En conséquence de la décision qui précède, il est décidé de modifier l'article 2 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2.** Le siège social de la société est établi dans la ville de Luxembourg.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Beringen, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, qualités et demeure, ces derniers ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: G. LUSATTI, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 14 octobre 2014. Relation: MER/2014/2155. Reçu soixante quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME.

Beringen, le 16 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161442/49.

(140183602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

**Sartene S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Sartene S.A. - SPF).**

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 19.090.

L'an deux mille quatorze, le

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme "SARTENE S.A. -SPF", avec siège social à L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.-F. Kennedy, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 19.090,

constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, alors de résidence à Luxembourg, en date du 19 janvier 1982, publié au Mémorial C, numéro 95 du 8 mai 1982, dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises en en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, en date du 1^{er} décembre 2010, publié au Mémorial C, numéro 374 du 24 février 2011.

La séance est ouverte à 8.30 heures sous la présidence de Monsieur Yves WALLERS, expert-comptable, demeurant professionnellement à Ettelbruck;

L'assemblée décide à l'unanimité de renoncer à la nomination d'un secrétaire et d'un scrutateur.

Ayant ainsi été constitué, le bureau de l'assemblée dresse la liste de présence, qui après avoir été signée par les mandataires et les actionnaires représentés, ainsi que par le président du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au procès-verbal, ensemble avec les procurations.

Le président déclare et demande au notaire d'acter ce qui suit:

I. La présente assemblée a pour ordre du jour les points suivants:

Ordre du jour

1. Réduction du capital social pour le porter de son montant actuel de cent cinquante mille euros (150.000,00 €), divisé en six mille actions (6.000) sans valeur nominale à trente et un mille euros (31.000,00 €).

2. Modification de l'article 5 des statuts de la Société, afin de refléter la réduction du capital social.

3. Changement de la dénomination sociale en "SARTENE S.A." et modification de l'article 1^{er} des statuts.

4. Modification de l'objet social et modification de l'article 4 des statuts.

5. Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre des actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence signée par le Président et le notaire instrumentaire. La liste de présence, ainsi que les procurations, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

III. Que l'intégralité du capital social étant présent ou représenté à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ainsi, l'assemblée générale des actionnaires, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide la réduction du capital social pour le porter de son montant actuel de cent cinquante mille euros (150.000,00 €), divisé en six mille actions (6.000) sans valeur nominale à trente et un mille euros (31.000,00 €).

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 5 des statuts afin de refléter la réduction du capital social prévue dans les résolutions ci-dessus.

En conséquence, l'article 5 des statuts aura dorénavant la teneur suivante:

"Le capital social de la société est fixé à trente et un mille euros (31.000,00 €) représenté par six mille actions (6.000) sans valeur nominale, entièrement libérées".

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de changer la dénomination sociale en "SARTENE S.A." et de modifier par conséquent l'article 1^{er} des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}**. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme, sous la dénomination "SARTENE S.A.".

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 4 des statuts qui aura la teneur suivante:

« **Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion et la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession, la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées ainsi que de marques et modèles déposés.

La société peut prêter et emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et ou développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours.

Elle a également pour objet l'acquisition, l'exploitation, la location la mise en valeur et la cession d'immeubles appartenant à son propre patrimoine immobilier.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.»

Frais

Le montant des frais, rémunérations et charges, incombant à la Société en raison de la présente réduction de capital social, est estimé approximativement à sept cent cinquante euros (750,00 €).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et plus personne ne demandant à parler, le président met fin à la séance.

Déclaration

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

DONT ACTE, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et lecture faite, les comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, état et demeure, ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Yves WALLERS, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 3 octobre 2014. Relation: DIE/2014/12590. Reçu soixante-quinze euros. 75,00.-€.

Le Receveur pd (signé): Recken.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 16 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161065/89.

(140182940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Triumph S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 179.800.

L'an deux mille quatorze, le vingt-deuxième jour du mois de septembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de la société anonyme, qualifiée comme société de gestion de patrimoine familial au sens des dispositions de la loi du 11 mai 2007, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg "TRIUMPH S.A. SPF", établie et ayant son siège social à L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 179800, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 5 août 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2354 du 24 septembre 2013,

et dont les statuts (les "Statuts") n'ont plus été modifiés depuis.

L'Assemblée est présidée par Madame Danielle BUCHE, employée, demeurant professionnellement L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

La Présidente désigne Madame Stéphanie RAGNI, employée, demeurant professionnellement L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Madame Danielle BUCHE, pré-qualifiée, comme scrutatrice.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Dissolution de la Société et décision de mettre la Société en liquidation volontaire;
2. Décharge accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exercice de leurs mandats respectifs;
3. Nomination de Monsieur Stéphane WARNIER en tant que liquidateur en vue de la liquidation volontaire de la Société;
4. Détermination des pouvoirs du Liquidateur et détermination de la procédure de mise en liquidation de la Société;
5. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre de actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide avec effet immédiat de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation volontaire.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'accorder décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exercice de leurs mandats respectifs jusqu'à la date des présentes.

L'Assemblée décide de reconnaître, approuver, ratifier et reprendre au compte de la Société tous les actes pris par les administrateurs de la Société pour la période débutant à la date de constitution de la Société et se terminant à ce jour et de renoncer à son droit d'exercer tout recours à l'encontre des administrateurs résultant de leur gestion de la Société.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de nommer Monsieur Stéphane WARNIER, employé privé, né à Watermael-Boitsfort (Belgique), le 25 mars 1966, demeurant professionnellement à L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès, en tant que liquidateur (le "Liquidateur") de la Société.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de conférer au Liquidateur les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (la "Loi").

L'Assemblée décide également d'instruire le Liquidateur, dans la limite de ses capacités et selon les circonstances, afin qu'il réalise l'ensemble des actifs et solde les dettes de la Société.

L'Assemblée décide que le Liquidateur sera autorisé à signer tous actes et effectuer toutes opérations au nom de la Société, y compris les actes et opérations stipulés dans l'article 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'assemblée

générale des actionnaires. Le Liquidateur pourra déléguer ses pouvoirs pour des opérations spécifiques ou d'autres tâches à une ou plusieurs personnes ou entités, tout en conservant seul la responsabilité des opérations et tâches ainsi déléguées.

L'Assemblée décide également de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur, pour le compte de la Société en liquidation, afin qu'il exécute, délivre, et effectue toutes obligations relatives à tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société et à la liquidation de ses actifs.

L'Assemblée décide en outre de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur afin d'effectuer, à sa discrétion, tous versements d'avances en numéraire ou en nature des boni de liquidation aux actionnaires de la Société, conformément à l'article 148 de la Loi.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, la Présidente a ensuite clôturé l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à neuf cents euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparantes, connues du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdites comparantes ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: D. BUCHE, S. RAGNI, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 septembre 2014. LAC/2014/44410. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée;

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161103/84.

(140182800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Renoflex S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-6793 Grevenmacher, 53, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 177.484.

- Madame Michèle WOLSFELD, propriétaire de 50 parts sociales

- Monsieur Roland FELTES, propriétaire de 50 parts sociales

ont apporté leurs parts sociales qu'ils détenaient dans la société RENOFLEX S.à r.l., ayant son siège social à L-6793 Grevenmacher, 53, route de Trèves à la société CALMIRA INVEST, ayant son siège social à L-6793 Grevenmacher, 53, route de Trèves

Suite à cet apport, le capital social de la société RENOFLEX S.à r.l est détenu comme suit:

CALMIRA INVEST

53, route de Trèves

L-6793 Grevenmacher 100 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Signatures.

Référence de publication: 2014164299/19.

(140186775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Rolle Participations Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 112.748.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ROLLE PARTICIPATIONS S.à r.l.

Référence de publication: 2014164305/10.

(140186586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.